

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

VENDREDI 12 MAI 1978 - N° 696

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

ESSENCE

- L'OPEP gèle les prix
- Barre augmente de 10 %

Le Super à 2,68 F, c'est ce qu'a décidé le conseil des ministres ! Ils avaient prévu une augmentation de 16 centimes au premier juin, ils y ont rajouté 10 centimes. Depuis que Barre surveille les prix, l'essence a atteint des sommets ! En 6 augmentations successives (soit 35 % au total), elle est aujourd'hui la plus chère d'Europe.

Barre ne peut donc plus dire que c'est pire ailleurs. Il ne peut non plus dire que c'est à cause de l'OPEP, puisqu'elle a gelé les prix. Alors, il a trouvé autre chose : cette augmentation servira à financer l'emploi des jeunes ! On nous a déjà fait le coup avec la vignette pour les vieux : ils n'en ont jamais vu la couleur. Quant à l'emploi des jeunes, c'est un bien grand mot : des stages sans avenir et les patrons ne paient rien, puisque c'est l'Etat qui finance. L'Etat... ou plutôt les travailleurs, que l'on chasse des entreprises par milliers, comme dans les Vosges.

BOUSSAC VEUT ASSASSINER LES VOSGES

Vincey, Igney, les Grands Sables, Saint Laurent, Senones, autant d'usines des Vosges condamnées par Boussac. 1 365 licenciements, ce n'est pas qu'un chiffre de plus à rajouter au million et demi déjà comptabilisés dans le pays. Pour le Rabodeau et la vallée de

la Moselle, c'est la mort lente que Boussac a décrété.

Mercredi, dans la propriété de Bettencourt, où finissent leur vie des retraités Boussac. Petit, bras droit de Boussac, a annoncé le plan de «survie». La colère des ouvriers du textile a éclaté.

Des dizaines de femmes, usées par des années de travail derrière les machines, qui ont accumulé l'empire Boussac, l'ont pris à partie violemment. Car si Boussac ferme, que restera-t-il comme emploi dans les Vosges ? Les Vosges, c'est le textile, et rien d'autre. Tout y appartient à Boussac : les usines, mais aussi les maisons. Perdre son emploi, c'est tout perdre jusqu'à son toit ! Pour aller où ? Ce n'est pas possible ! Pour beaucoup, mercredi, c'était la première manifestation.

D'emblée, ils ont refusé tout licenciement, toute pré-retraite. Ce qu'ils veulent, c'est rester dans leurs vallées, pouvoir y vivre. Ils ont affirmé : «Assez de parolottes, de pétitions, c'est dans nos usines que nous nous battons».

APRES LE CRIME DES BRIGADES ROUGES DC - PCI contre les masses

Le crime des Brigades Rouges est unanimement dénoncé par les organisations d'extrême gauche italiennes, comme un crime visant à étouffer l'expression autonome des masses et l'affirmation de leurs aspirations.

A l'abri de l'«infâme assassinat» les 2 partis du compromis historique transforment en crime toute expression autonome des masses.



Lire en pages 9 et 12, et en page 2 les réactions en France

PCF : la mise au pas est en marche

Les nouvelles lettres d'oppositionnels publiées dans la presse après la réunion du CC ont donné lieu à une mise en demeure de la direction du PCF qui prépare «la riposte politique qui s'impose» : la mise au pas est en marche !

(Lire en page 12)

Radios : Giscard au secours du monopole

Au Conseil des ministres, Giscard a décidé de renforcer le monopole de l'Etat sur la diffusion par les ondes en comblant les «lacunes» de la législation que le procès de Radio Fil Bleu avait permis de déceler. Pour ce faire le pouvoir n'hésite pas à comparer les radios libres à une arme de subversion entre les mains de terroristes...

(Lire en page 10)

Iran : extension des manifestations

La police du Chah a assassiné au moins 22 personnes dans la répression des manifestations qui ont éclaté à nouveau en Iran. Le grand Bazar de Téhéran a été occupé par l'armée, la ville de Oom est isolée de la capitale. Quarante jours après les précédents soulèvements, les manifestations ont gagné en ampleur et en force dans tout l'Iran, confirmant l'affirmation du chef religieux patriote exilé, Khomeiny, qui affirmait : «Les dernières émeutes sont les prémices d'une gigantesque explosion».

(Lire en page 12)

Terrin : journée port mort

(Lire en page 4)

Mai-Juin 68, c'était hier



Mai 68 c'était hier ! Les articles que nous commençons à publier aujourd'hui veulent, à partir de témoignages le plus souvent, contribuer à restituer la dimension du mouvement : l'ampleur de la capacité d'initiatives et de mobilisation des masses, les remises en cause nouvelles de l'organisation de la société, les brèches qui s'y sont fait jour dans l'empire du révisionnisme.

Mai 68 c'était hier, et son activité demeure n'en déplaise à ceux qui voudraient réduire ce mouvement, telle une curiosité historique, à un ensemble de clichés et de slogans, à ceux qui voudraient l'enterrer.

Lire le début de notre série pages 6 et 7

CHU (Caen)

La lutte se poursuit

Au CHU de Caen se tenait mardi 9 mai une AG qui a rassemblé une centaine de travailleurs. Tous les services en grève administrative étaient présents.

Le débat s'est engagé sur les moyens d'amplifier le mouvement face à l'isolement dans lequel les directions départementales et nationales laissent les hôpitaux en lutte.

Jeudi 11 mai, il est prévu de faire une manifestation régionale avec Cherbourg, le Bon Sauveur et d'autres hôpitaux de la région. A cette manifestation, nous prendrons tous les moyens de populariser notre lutte. Un car est prévu pour monter à Paris le 18 mai. Le

vendredi 12, plusieurs travailleurs iront à Orléans à l'appel des sections syndicales de ces hôpitaux.

Au niveau des revendications, alors qu'il serait important de faire du droit à la grève administrative un axe national, l'UD-CGT est contre, la Fédé Santé CGT aussi. La Fédé Santé CFDT n'est pas pour non plus et laisse ses sections se débrouiller. C'est d'autant plus grave que la circulaire Chirac est appliquée et que la bourgeoisie accentue de plus en plus la répression. Il faut donc se préparer à des retombées répressives de la part de la direction des hôpitaux après la lutte : blâmes, référés, licenciements...

Corr. CHU Caen

Bus parisiens

«Une heure de retard jusqu'au 18 mai», c'est le titre de l'Humanité jeudi matin ! Ainsi donc, alors que la moitié des dépôts en grève (Fontenay-aux-Roses, Thiais, Malakoff, Croix Nivert, Lilas, Point du Jour, Montrouge, Charlebourg et Clichy) ont décidé de poursuivre la grève de 24 h, «ainsi en ont décidé», comme dit l'Humanité, les fédérations CGT, CFDT, autonomes, FO et CFTC ! Alors qu'au début de la lutte seules la CGT et la CFDT en étaient partie prenante, ce sont donc les directions de ces deux organisations qui fixent les calendriers et les modalités de la lutte, sans tenir compte de la volonté des conducteurs de bus, encore affirmée mardi lors de leur manifestation devant le siège de la RATP. La direction peut être momentanément satisfaite : alors qu'elle craignait une extension de la grève au métro, les responsables syndicaux ont entrepris de diviser les dépôts, et de donner à la Régie le programme de la lutte ! Le 18 mai, il y a peu de chances que la Régie cède sur des revendications posées depuis 15 ans, si le mouvement se limite à une heure par jour !

Iran : extension des manifestations

«LES PRÉMICES D'UNE GIGANTESQUE EXPLOSION»

40 jours après, les assassinats policiers contre les manifestants de Yazd, les villes d'Iran se soulèvent à nouveau. Qom, la ville sainte, Téhéran la capitale, Mashad au tombeau d'un martyr de l'indépendance, Tabriz, Chiraz, toutes les villes de l'Iran participent au nouveau soulèvement.

40 jours, c'est le temps de deuil musulman. Depuis que la police a tiré sur la manifestation de Qom, assassinant 200 personnes le 7 janvier, tous les

quarante jours de nouvelles manifestations ont lieu. La police réprime avec une violence extrême : massacres à Tabriz à la mi-février : 30 morts ; 15 morts à Yazd. A chaque fois il y a plus de manifestants ; à chaque fois le deuil populaire étend la colère, la haine du peuple contre la Chah.

Le 9 mai, les manifestations ont repris, gagnant cette fois toute la ville de Téhéran. Les «musches»,

Après la mort de Moro

LES REACTIONS EN FRANCE : L'EPOUVANTAIL DU TERRORISME POUR RENFORCER LA POLICE

Après l'assassinat d'Aldo Moro, ce ne sont pas de simples messages de condoléances qu'un certain nombre de personnalités françaises ont envoyés en Italie. «Le drame italien nous concerne tous», tel est le thème qui commence à être développé, servant de prétexte à un appel à un renforcement de la police dans notre pays.

Le PS n'est pas en reste : «S'adressant maintenant aux Français, le Parti socialiste leur demande de ne pas croire que ce climat de violence serait réservé à nos voisins italiens ou allemands. Prenons garde, nous aussi, de ne pas tomber dans le cercle infernal de l'intolérance fanatique et des

crimes. Nous devons lutter collectivement contre toutes les formes de fanatisme. Cette lutte ne peut être menée que dans le respect scrupuleux du droit, sans quoi la société, qui prétend se sauver, se détruit elle-même en niant ses propres principes».

Pour Jean Lecanuet, président du Conseil de l'UDF, «Aucun pays n'est désormais à l'abri du terrorisme. La France, jusqu'à présent, a été préservée d'une telle tragédie. Comme toutes les démocraties, elle doit cependant se préparer à y faire face».

Donnant de l'eau à ce moulin, Le Figaro demande explicitement davantage de flics : «Le drame italien nous concerne tous. Les mêmes actes terroristes peuvent se produire de-

main chez nous. Devant une situation aussi dramatique, les mêmes dangers d'effondrement menacent de se produire. Après tout, en mai 68, nous avons bien vu l'appareil de l'Etat vaciller, et une bonne partie des cadres de la nation se conduire en lapins apeurés. La France doit se préparer dès maintenant à une épreuve du même genre. Or la police est insuffisante. Quels que soient le courage et le mérite de ses membres, elle n'est pas assez nombreuse, et ses moyens sont trop faibles pour que la lutte contre le terrorisme puisse être menée efficacement. Quant à la Nation, elle n'est en rien préparée — pas plus que les Italiens — à une épreuve de cette nature. Il est vrai que

l'intelligentzia s'efforce — non sans succès — de la persuader que les terroristes ont bien raison de se dresser contre la «société bourgeoise».

Tous ces appels sont clairs. Faisant l'amalgame entre les terroristes des Brigades Rouges, et la lutte contre la bourgeoisie, Mai 68 hier, ou les luttes d'aujourd'hui et de demain en France, ils réclament de nouveaux moyens pour la police. Qu'a-t-on vu, pourtant, lors de l'enlèvement d'Empain par des truands ? Toute la région parisienne quadrillée sous prétexte de recherche de «terroristes» ! Une fois encore, c'est un argument grossier, qui cherche à faire peur, pour justifier une répression accrue contre les travailleurs !

LE PROCES D'EXTRADITION D'ANTONIO BELLAVITA

Bien que la Chambre d'accusation de la Cour d'Appel de Paris n'ait pas encore statué (le jugement sera rendu le 7 juin), il y a tout lieu de penser que l'extradition d'Antonio Bellavita sera refusée.

A l'audience de mercredi après-midi en effet, l'avo-

cat général a conclu ses réquisitions par un avis défavorable à la demande. Le travail des défenseurs de Bellavita n'en était que plus facile. Mais Maître Kiejman, puis Maître Henri Leclerc, tout en développant eux aussi des arguments juridiques (la con-

vention d'extradition franco-italienne n'inclut pas les chefs d'accusation formulés par l'Etat italien contre Bellavita), ont choisi d'élargir le débat.

Maître Kiejman soulignait combien le dossier transmis par les autorités italiennes était vide : contre celui que le juge Caselli n'hésitait pas à dépeindre comme un «organisateur» des Brigades Rouges, pas la moindre preuve, ne fût-ce que d'un geste contre les institutions italiennes. Tout se ramène au fond à un «délit de presse» qui remet gravement en cause le travail du journaliste soucieux d'établir la vérité des faits : taxer de crime les recherches de Bellavita sur les activités des Brigades Rouges, y compris en ayant des contacts avec un de ses membres, c'est inviter les journalistes à se contenter en toute occasion des communiqués officiels, à se transformer ni plus ni moins en porte-parole du pouvoir.

Rappelons à ce propos que la détention du correspondant du journal Libération en Irlande pose le même problème. Le simple fait d'avoir accumulé des documents, photographiques surtout sur l'IRA, et

de refuser de donner l'origine de ses sources a valu à Alain Frilet l'inculpation d'«appartenance à l'IRA» et de risquer plusieurs années de prison !

Dans sa plaidoirie, Maître Leclerc s'en prenait à un «regret» exprimé par l'avocat général : la convention d'extradition (qui date de 1870) serait en somme périmée et ne permettrait pas aux Etats français et italien d'exercer «une entraide efficace dans la répression du terrorisme». Allusion à peine voilée à la Convention européenne sur la répression du terrorisme, non encore ratifiée par le Parlement français mais que le gouvernement a déjà appliquée par anticipation lors de l'affaire Klaus Croissant. Maître Leclerc dénonça longuement les dangers pour les libertés que représente la Convention, négation du droit d'asile pour motifs politiques.

Il serait important pour la défense de ces libertés que, dans ses attendus, la décision de la Chambre d'accusation ne se limite pas à des arguments «techniques» pour refuser l'extradition d'Antonio Bellavita.

Tchad : officiellement 1 000 soldats français

A Madrid, Guringaud a affirmé qu'il y avait actuellement 1 000 soldats français au Tchad. C'est la première fois qu'il accepte de donner un chiffre précis — sans doute minimisé — qui donne une idée de l'ampleur des interventions réelles, sur le terrain.

Par ailleurs, Hissène Habré ancien adjoint du chef du Frolinat, rallié au gouvernement, a déclenché une opération avec ses forces contre celles du Frolinat qui lui a permis de s'emparer de la ville de Guereda. C'est le premier recul enregistré par le Frolinat depuis son offensive déclenchée au début de l'année. Cette intervention pourrait aggraver encore la situation à

long terme, chaque faction dans le pays disposant de forces militaires équivalentes et se disputant les positions.

Liban : incident avec les casques bleus

Les casques bleus norvégiens ont eu un affrontement avec des combattants. Selon l'un de leurs officiers, ils ont riposté à une attaque contre leur position. L'implication des casques bleus dans la guerre contre les Palestiniens a poussé le gouvernement suédois à annoncer le retrait de son contingent. Enfin, les casques bleus ont reçu l'ordre de faire des sommations avant de tirer. C'est avouer que les paras français tiraient sans sommation.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Désarmement

RENCONTRE PS - GISCARD : DES CONVERGENCES EVIDENTES

●C'est le jeudi 11 mai que Giscard devait recevoir la délégation du Parti socialiste pour débattre des problèmes du désarmement et de l'attitude de la délégation française lors de la session spéciale de l'ONU consacrée à ce problème. Mardi l'UDF avait été reçue, mercredi c'était au tour du RPR, et le PCF enverra aussi ses représentants à l'Élysée. Le RPR avait tenu à faire savoir qu'il désavouait l'initiative d'ouverture de la délégation de l'ONU au Parti Socialiste, avec l'argument : si le pays a refusé de confier des responsabilités au PS, ce n'est pas à Giscard de lui en donner. En même

En effet, l'examen des positions adoptées par le PS lors de sa convention sur les problèmes de défense en janvier dernier (voir encart) montre que le PS a progressivement modifié son attitude, créant des points de rencontre possibles avec la tactique giscardienne qui, de son côté, s'est écartée des fondements initiaux de la politique de défense préconisée par le Général de Gaulle.

L'ACCEPTATION DE L'ARMEMENT NUCLEAIRE

Le PS s'était violemment opposé, aux débuts de la V^e République, à ce que la France se dote d'un armement nucléaire propre. Et le programme du Parti socialiste en 72 réclamait l'arrêt de la construction

de la force de frappe, sa reconversion à de brefs délais. La Convention de 78 a maintenu cette position générale mais comme une perspective à long terme. En attendant que des progrès décisifs soient faits dans le désarmement mondial, la Convention du PS a entériné le maintien de la force de frappe française, et même plus que cela puisqu'elle a décidé «le maintien en état» de cet armement. La distinction est importante puisque cela signifie que le PS accepte que cette force nucléaire soit progressivement modernisée, perfectionnée pour être effectivement «compétitive» face aux armements nucléaires adverses. On se souvient qu'à l'époque une polémique entre PC et PS avait surgi entre deux formulations : «maintien en l'état»,

qui signifiait que l'armement nucléaire serait conservé, mais non développé, et «maintien en état», qui impliquerait la modernisation de cet armement. Le fait que la deuxième formulation ait été adoptée par le PS, malgré certaines restrictions apportées par les antinucléaires socialistes (non-remplacement des *Mirages* quand ils seront périmés), montre l'évolution des socialistes par rapport à leur programme de 1972. Il n'y avait plus d'opposition irréductible, au moins à court et moyen terme, outre les positions gouvernementales et celles du PS : les vœux socialistes de disparition de l'armement nucléaire français étaient suffisamment repoussés à long terme pour n'être que platoniques, et empêcher un rapprochement des positions de Giscard et de Mitterrand.

Et cela d'autant plus que le PS a souligné dans sa Convention un point cher à Giscard : la dissuasion ne saurait être totale, il faut donc renforcer les alliances de la France avec les pays de l'OTAN. On sait que ce point a été au cœur de la polémique entre PC et PS, le premier reprochant au second d'atténuer la portée de l'armement nucléaire et d'envisager la réintégration dans l'OTAN. Dans la bouche du PCF, l'argument fait sourire, puisque le revirement de sa direction sur ce problème est pour le moins récent et que toutes les dispositions du rapport Kanapa sur

l'armement nucléaire lui ôtent pour le moins une part importante de son potentiel dissuasif (collégialité dans la décision de l'utilisation, non-développement de cet armement, abandon de la stratégie anticité...).

Mais le PCF met cependant le doigt sur une réalité : la volonté affirmée par le PS de maintenir et renforcer les liens avec l'OTAN pour pallier aux limites de la dissuasion. Il faut noter à ce sujet qu'aucune critique n'a été adressée à la Convention de janvier par la majorité mitterrandiste aux glissements atlantistes prononcés, impulsés par Giscard à la politique de Défense nationale depuis son arrivée au pouvoir. La «bataille de l'avant», le discours du Général Méry qui traduit un engagement automatique des forces françaises sous direction de l'OTAN, c'est-à-dire américaine, en cas de conflit en Europe, sur tout cela le PS ne trouve rien à redire.

DISSUASION ET OTAN

Et cela d'autant plus que le PS a souligné dans sa Convention un point cher à Giscard : la dissuasion ne saurait être totale, il faut donc renforcer les alliances de la France avec les pays de l'OTAN. On sait que ce point a été au cœur de la polémique entre PC et PS, le premier reprochant au second d'atténuer la portée de l'armement nucléaire et d'envisager la réintégration dans l'OTAN. Dans la bouche du PCF, l'argument fait sourire, puisque le revirement de sa direction sur ce problème est pour le moins récent et que toutes les dispositions du rapport Kanapa sur

C'est pourquoi on peut affirmer qu'il n'y a pas à l'heure actuelle d'opposition irréductible sur les problèmes de Défense entre Giscard et le PS. D'où les initiatives prises par le premier, d'où les réponses favorables apportées par le second puisqu'une approche commune des problèmes de Défense permet une approche commune des problèmes de désarmement.

Giscard a soigneusement choisi le terrain de son ouverture, les grognements du RPR et du PCF le confirment.

Rififi au RPR

Plusieurs secteurs départementaux et régionaux vont être exclus du RPR pour n'avoir «pas bien fait leur travail aux élections», a annoncé au cours d'une conférence de presse Alain Devaquet, le successeur de Monod au secrétariat du RPR ajoutant : «Ce limogeage n'atteindra pas plus de 10% des responsables ; ce ne sont pas des charrettes qui laissent du sang derrière elles». Garaud et Juillet qui étaient depuis de longues années les éminences grises de Chirac, ont disparu de l'organisme, mais Devaquet n'a pas confirmé qu'il y avait à l'origine de cette disparition un conflit avec Chirac, malgré les bruits insistants qui courent là-bas.

Affaire Curiel : l'arme avait déjà servi

Selon certaines sources, l'arme qui a tué il y a quelques jours Henri Curiel serait la même que celle qui avait servi, le 2 décembre 77, pour l'assassinat de Laid Sebaï, gardien de l'Amicale des Algériens à Paris. Ce premier assassinat avait été revendiqué par un commando d'extrême-droite, Delta.

La motion du PS lors de sa Convention nationale de janvier

La motion adoptée lors de la Convention nationale du PS comprenait, concernant le désarmement, les quatre points suivants :

- 1 - L'objectif d'un gouvernement de gauche restera la renonciation à l'arme nucléaire française sous quelque forme que ce soit.
- 2 - Le gouvernement recherchera les conditions d'un désarmement général et agira pour qu'une conférence mondiale ou, à défaut, une conférence des pays détenteurs de l'arme nucléaire, soit au plus tôt réunie à cette fin.
- 3 - Notre armement nucléaire sera en attendant maintenu en état.
- 4 - La décision finale devra appartenir aux Français.

L'Humanité Rouge à FR 3

C'est mercredi à l'émission «Tribune libre» que les camarades de l'Humanité Rouge prenaient la parole consacrant le bref quart d'heure d'antenne dont ils disposaient à un appel aux militants de base du PCF. Alain Castan membre de la direction politique de l'Humanité Rouge, Georges Hillaire, ouvrier à Beauvais mis à pied dans son entreprise pour avoir défendu un de ces camarades, était interviewé par une journaliste. Evoquant tour à tour l'alliance avec le PS, le contenu du Programme commun de 72, la démocratie dans le PCF, l'attitude du PCF par rapport à l'URSS, les orateurs ont expliqué qu'il n'y avait pas de possibilité de redressement à l'intérieur de ce parti, et qu'après la défaite de la gauche, qui n'est pas celle des travailleurs, l'heure est à l'action à la base dans les entreprises.

Courant III au PS ?

Madame Gaspard, maire de Dreux, militante du PS, n'est pas contente de la place faite aux femmes dans le PS. Une seule élue à l'assemblée, une convention des femmes baclée en janvier dernier, un «machisme ambiant», tout cela a déterminé Madame Gaspard à envisager de créer un troisième courant s'opposant au courant majoritaire et au CERES. Mitterrand a désapprouvé.



MAI 68 au jour le jour

Dimanche 12 mai 68



Quartier Latin, le 11 au matin

- Le gouvernement recule :
 - Dans la matinée : la police reçoit l'ordre de libérer les 12 personnes gardées à vue à la suite de la manifestation de la nuit du 10 au 11.
 - Mise en liberté provisoire des personnes inculpées à l'occasion des manifestations organisées à Paris depuis le 3 mai.
 - A midi, 3 décisions du gouvernement : convocation de l'Assemblée nationale pour le 14 ; libération des étudiants arrêtés ; accélération de la procédure d'appel engagée par les 4 condamnés du 5 mai.
 - CGT et CFDT estiment insuffisante la déclaration de «dernière minute» de Pompidou, et maintiennent l'ordre de grève générale. FO se joint à l'appel.
 - Communiqué commun de UNEF-SNESup-CGT-CFDT-FO-FEN : grève générale le 13, et manifestations «contre la répression policière, pour l'amnistie des manifestants condamnés, contre la politique scolaire et économique du gouvernement».



(Clermont Ferrand)



(Marseille)

Réparation navale Terrin (Marseille)

LE PCF APPELLE A LA LUTTE TOUT EN ORGANISANT LA REPRISE

● Le 21 juillet 1977, le Conseil des ministres décide de débloquer une aide d'un million de francs pour les chantiers navals français. Deux conditions sont posées : «Les salaires doivent cesser d'augmenter» et les grands chantiers doivent se regrouper autour de deux pôles : un sur la face atlantique avec Alstom Atlantique situé dans l'orbite de la CGE et un sur la face méditerranéenne autour des chantiers navals et industriels de la Méditerranée (CNIM). Le 27 octobre 77, les experts de la commission de Bruxelles prévoient des mesures pour «traverser la crise», et augmenter la productivité sur les chantiers sauvegardés. Pour y parvenir, ces experts condamnent 85 000 travailleurs au chômage d'ici à 1980 en Europe.

Dès juillet 77, 650 licenciements sont effectués sur la façade méditerranéenne bien que les

dirigeants CGT aient proclamé aux travailleurs mobilisés : «Nous n'admettrons pas un seul licenciement !» La période pré-électorale ne permettait pas au gouvernement d'appliquer immédiatement son plan de restructuration entraînant plusieurs milliers de licenciements. En mettant dans les coulisses le PDG du groupe Terrin et en le remplaçant par un conseil de surveillance, les responsables gouvernementaux savaient pertinemment que cela ne pouvait être qu'une solution d'attente incapable d'améliorer la situation : bien au contraire elle n'a pas cessé de se dégrader. Une fois les élections passées, le président du directeur du groupe, n'a pas tardé comme prévu, à démissionner en expliquant la nécessité d'effectuer au moins 800 licenciements pour sauver le groupe Terrin.

Bien que le dépôt de bilan du groupe et les demandes de licenciements ne soient pas encore officiels le 19 avril, plusieurs milliers de travailleurs de la réparation navale manifestent dans les rues de Marseille jusque devant la préfecture. Mais ils venaient de faire l'expérience de l'inefficacité des ces actions limitées. Dès le 27 avril à 18 heures, les travailleurs du groupe Terrin occupent les ateliers de Mouréplane en apprenant que la société se déclarait dans l'impossibilité de payer les salaires du mois d'avril en totalité.

Ils sont suivis par le secteur Industrie, comprenant la Société des Ateliers de la Méditerranée (SAM), les Fonderies Grogard, la société Oliva et la Somecina de Port de Bouc. En effet, malgré tous les démentis traditionnels de la direction, toute vague de licenciement dans la réparation navale a toujours touché le secteur Industrie. Parvenir à briser l'unité de lutte du secteur Réparations navale et du secteur Industrie est un objectif pour les partisans de la restructuration. C'est donc par là que vont agir ceux qui veulent mettre fin à «l'occupation illimitée».

«NON A LA GREVE ILLIMITÉE !»

Dès le retour de Paris, jeudi 4 mai, les délégations des 13 filiales du groupe se réunissaient à la SPAT

(Société Provençale des Ateliers Terrin) pour envisager la continuité de la lutte. Les affrontements de plusieurs heures au cours de cette réunion ont clairement montré que tous les dirigeants syndicaux n'étaient pas partisans de la poursuite de la lutte. Ces partisans de la «reprise en poursuivant la lutte sous une autre forme» avaient alors une argumentation indéfendable, telle que : «La grève avec occupation se justifie tant que nous avons affaire avec Terrin ou le Conseil de surveillance. Mais si nous avons affaire avec des syndicats, il faudrait voir si la poursuite de la lutte sous sa forme actuelle est adaptée... Nous ne sommes pas pour une grève illimitée». Ce discours n'a trouvé que très peu de soutien ce jour-là, beaucoup de délégués et de travailleurs renonçant à abandonner la lutte alors que rien n'était acquis, tandis que d'autres trouvaient ces arguments peu convaincants pour éviter «de se faire lyncher» par les travailleurs de leurs entreprises...

TABLE RONDE AUTOUR DE 825 LICENCIEMENTS

«Ils ont échoué, mais il faut s'attendre à un vote par entreprise ou par secteur» nous confiaient alors plusieurs travailleurs de la SPAT, assez écœurés pour dire : «Par moments, on se

croyait à une réunion de FO». Dès le soir même, les dirigeants CGT lançaient des appels pressants à la négociation autour d'une table ronde «pour assurer le redémarrage des affaires et ramener à Marseille tous les bateaux qui devaient y être réparés». En acceptant cette table ronde, les responsables patronaux et gouvernementaux auraient donné un argument susceptible de justifier l'arrêt de l'occupation, nécessaire pour regagner la confiance des armateurs.

Mais le désir des «partisans de la table ronde» a subi le rude choc de la logique capitaliste : la restructuration étant une nécessité vitale, les capitalistes annoncent 825 licenciements dès la réunion du Comité d'entreprise, vendredi 5 mai. «Ils ont tranché dans le vif !», sont alors bien obligés de constater les délégués CGT partisans de la reprise, qui lancent aussitôt des appels au calme : «Nous devons garder la tête froide... Dans l'immédiat, pour samedi et dimanche, le maintien des piquets de grève a été décidé... Il s'agit de réfléchir avant de se déterminer... L'ensemble du personnel s'exprimera par le vote...».

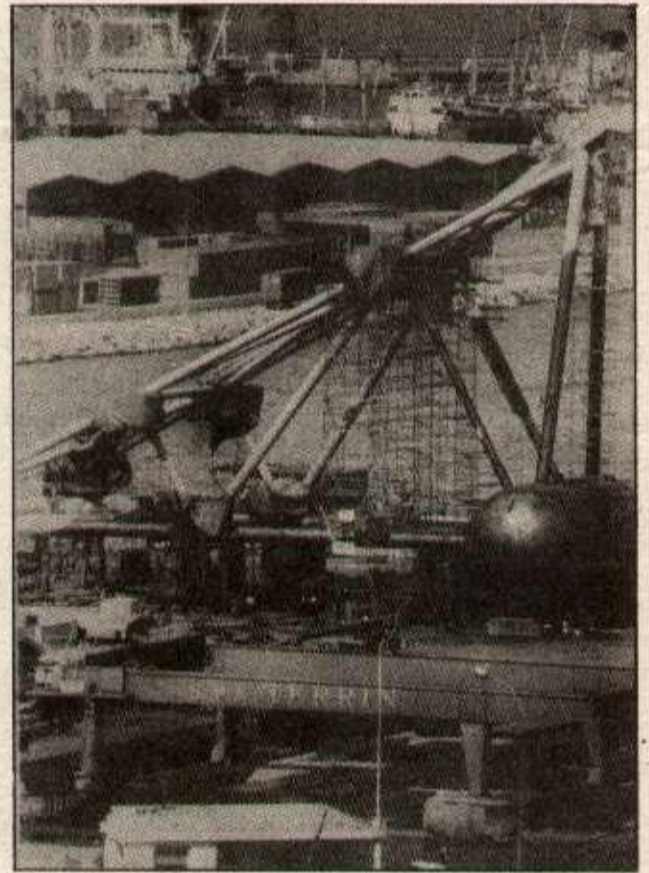
Et le PCF de lancer dans son journal *La Marseillaise* du 7 mai un appel désespéré au pouvoir dont «la responsabilité apparaît nettement. Ne peut-il pas convoquer une table ronde entre toutes les parties intéressées et très vite ?», en concluant : «Pour l'instant, la grève avec occupation des locaux se poursuit».

LE PCF APPELLE A LA LUTTE TOUT EN ORGANISANT LA REPRISE

En se servant de son passé de lutte, le PCF a investi tous les postes de direction de l'appareil syndical CGT. D'ailleurs, il ne s'est pas laissé surprendre par les problèmes de la réparation navale, sachant pertinemment que les travailleurs devraient à brève échéance se mobiliser contre la restructuration de ce secteur, avec ou sans la gauche au pouvoir. Il n'a

alors pas hésité à parachuter un «jeune loup», Guy Hermier, membre du bureau politique. Ce député fraîchement élu après François Billoux, dirige en effet les cellules du PCF de la SPAT. La lutte des travailleurs de la réparation navale n'intéresse le PCF qu'à partir du moment où cela lui permet de l'axer sur deux objectifs : alimenter la querelle contre le parti socialiste et faire prévaloir ses «solutions». Chacun a entendu parler des déclarations de Gaston Defferre sur TF 1, le 3 mai, dans lesquelles il accusait le gouvernement et le PCF d'être responsables de la situation faite aux travailleurs. Le PCF qui avait déjà beau jeu de dénoncer le parti socialiste, véritable porte-parole du groupe Terrin, n'en attendait pas plus pour sortir «la grosse artillerie». Aussitôt, sous le titre : «La lutte exige une mobilisation unitaire», son journal *La Marseillaise* alligne côte à côte trois déclarations : celle du comité de ville du PCF, celle de Jeanine Porte (député, membre du comité central) et celle des cellules du PCF de la navale. Toutes ont un point commun : les trois quarts du texte sont consacrés au Parti socialiste, accusé «d'avoir jeté par dessus bord les options fondamentales du Programme commun». Répéter aux travailleurs que Gaston Defferre ne défend pas leurs intérêts, c'est vraiment les prendre pour des demeurés, ils n'ont pas eu besoin du PCF pour s'en rendre compte. «Est-ce que le Parti socialiste s'accommoderait du démantèlement du groupe Terrin et des licenciements ?» questionne hypocritement Guy Hermier, qui connaît parfaitement la réponse, en précisant que «pour notre part, nous n'avons qu'un seul objectif : combattre avec les travailleurs et œuvrer à l'union de toutes les forces qui veulent sauvegarder l'emploi et les activités navales».

Derrière sa cohorte de délégués et d'élus cherchant à faire prévaloir ses solutions, derrière ses appels à la lutte et à la solidarité dans l'unité, le PCF cherche en fait à



cachez la vérité : il ne tient pas à ce que la lutte de la réparation navale se poursuive et s'amplifie.

Mardi matin, le PCF appelle à la reprise du travail dans le secteur Industrie. Celui-ci s'est réuni en assemblée générale à la Société des Ateliers de la Méditerranée : «Un délégué CGT de notre entreprise est intervenu d'abord devant la porte en montrant la cohérence des solutions du PCF dont il est un membre bien connu», nous explique un travailleur de la SPAT : «Aussitôt son intervention finie, il a franchi la porte d'entrée et est intervenu au nom de la CGT ! Ça peut paraître incroyable, mais ça s'est passé comme ça. Tout au long de cette assemblée générale, les trois délégués CGT de la SPAT, membres du PCF, n'ont pas cessé de se battre pour faire arrêter la lutte, tout en disant en préalable : «Nous sommes contre les licenciements. Il faut continuer la lutte sous d'autres formes» etc...» Pour faire passer le vote pour la reprise du travail, ils ont fait feu de tout bois : promesse que les jours de grève et le mois d'avril seraient payés, que des commandes de plusieurs millions auraient déjà été perdues à cause de la lutte alors que la SPAT a du travail dans l'électro-nucléaire, d'accord pour être solidaires avec la lutte de la réparation navale, mais «chaque entreprise est autonome». On est là loin des déclarations de presse sur la nécessité de renforcer la lutte et d'établir un rapport de force.

Bien que la reprise ait

été votée, plusieurs travailleurs ont ouvertement exprimé leur désaccord : «Nous n'avons aucune garantie, il faut continuer la lutte» ou d'autres qui disaient : «Qui nous dit que dans deux mois ce ne sera pas notre tour ?»

Vendredi 12 mai, une journée d'action unitaire CGT-CFDT est prévue. «Nous n'en avons pas été informés» m'a dit un travailleur de la SPAT présent à l'assemblée générale. «Je l'ai appris à 19 h 30 par les informations régionales télévisées».

UNE UNITÉ CONTRÔLÉE

«La lutte exige une mobilisation unitaire» ne cesse de répéter le PCF depuis le début. Mais concrètement, qu'est-ce que cela signifie pour lui ? Un délégué CFDT du Port autonome de Marseille témoigne : «Pour préparer la journée d'action du 12, nous avons demandé aux délégués CGT du Port autonome de Marseille, tous membres du PCF, de nous laisser la parole au cours de l'assemblée générale des travailleurs du Port autonome, mercredi 10. Ils ont insisté pour que nous rencontrions au préalable pour savoir le contenu exact de notre prise de position devant les travailleurs.»

Il est clair que le PCF, à travers la CGT, veut bien accepter l'unité s'il en contrôle les moindres détails. Il est tout aussi clair que l'élargissement de la lutte doit se faire, et sur les bases que définissent les travailleurs de la réparation navale.

Robert RIVIERE



Aubagne (Bouches-du-Rhône)

LA PROMA : AGRESSIONS, MENACES, VIGILES ET CHIENS POLICIERS CONTRE LES GREVISTES

● Qui ne connaît pas la PROMA à Aubagne ou à Gemenos ? Nombreux sont les jeunes, les femmes, les chômeurs... qui connaissent les conditions d'exploitation imposées par Marius, puis aujourd'hui par un nouveau patron de choc, M. Pommé. En effet, derrière le pain de mie Duroi, ou le sachet de croissants, ou de tartes aux raisins que vous achetez dans toutes les grandes surfaces, il y a des conditions de travail qui ont fait fuir beaucoup de ceux qui ont essayé de travailler à la PROMA :

Après une manifestation de popularisation le jeudi 27 avril, les grévistes se rendent vite compte que leur patron met tout en œuvre pour maintenir à peu près 50 % de la production. Contrairement à leur habitude, les chefs «mettent la main à la pâte», mais cela ne suffit pas ; des intérimaires sont embauchés, des contrats d'essai sont remplis pour embaucher quelques amis des chefs.

«Entre la production et l'emballage, une dizaine de «têtes inconnues sont apparues», dit un gréviste. La section CGT fait intervenir par deux fois l'Inspection du travail «qui ne peut que constater ces infractions en appliquant des amendes que le patron accepte de payer à partir du moment où il s'agit pour lui de briser la grève et de mettre le syndicat au pas».

Mardi 2 mai, les grévistes décidaient d'empêcher les chefs et les non-grévistes de reprendre la production en s'installant devant les portes. Très rapidement, le patron et quelques chefs passent de la bousculade aux coups. L'un d'entre eux sortant même une matraque avec laquelle il blesse un gréviste au visage.

«Depuis le début nous savons que si nous voulions occuper l'usine, cela ne pourrait pas se faire sans des affrontements

violents avec le patron et les chefs qui ne se reconnaissent que dans la CFT», explique le délégué CGT, «or, pour beaucoup, c'est leur première grève, et nombreux sont des travailleurs immigrés, comoriens notamment, et les risques qu'ils courent ne peuvent pas être sous-estimés».

UNE NECESSITÉ : POPULARISER ET COORDONNER LA LUTTE

D'ailleurs, la force de la grève est dans la popularisation et dans la coordination de la lutte avec les deux autres usines en lutte à Blanc Mesnil (région parisienne) et à Bezons (Val de Marne).

Des résultats concrets sont déjà obtenus dans ce sens ; une première collecte sur le marché d'Aubagne, samedi 6 mai, a permis de réunir 700 F et de tisser de nombreux contacts avec les familles populaires qui se reconnaissent dans cette lutte en apportant spontanément un soutien financier pour remporter la victoire.

D'autre part, un délégué CGT de Blanc Mesnil est venu sur place pour échanger avec les travailleurs leur expérience de lutte et envisager plus concrètement les moyens de coordonner leurs efforts.

Ce délégué n'a d'ailleurs pas caché sa surprise du

travail en équipe, 174 h par mois, pour 1 800 F, prime de transport de... 90 centimes (oui !) par jour... travaillé, atteintes aux droits syndicaux... etc.

Le vendredi 21 avril, la réunion du CE s'était une fois de plus conclue par un refus de satisfaire la moindre revendication importante. Aussi, après consultation des travailleurs, la section syndicale CGT a-t-elle lancé un mot d'ordre de grève appliqué dès dimanche 23 par l'équipe du soir.

faible soutien des structures syndicales locales et régionales.

«Le moins que l'on puisse dire c'est que nos structures syndicales ne manifestent pas un soutien très actif», constatent avec regret les délégués CGT et tous les syndiqués. (1)

Pour élargir la popularisation, les grévistes envisagent d'organiser une fête populaire à Aubagne tout en continuant à renforcer les liens entre les trois entreprises en lutte.

Robert RIVIERE

«L'ouverture giscardienne» vers... la CFT et les milices

Suite aux affrontements du mardi 2 mai, M. Pommé, directeur de la PROMA, a fait appel aux services de deux vigiles avec chiens policiers de la société «Surveillance Sud». Ce service ne coûterait pas moins de 1 000 F par jour ! Le directeur de la PROMA a donc suivi l'exemple des directeurs de Blanc-Mesnil et de Bezons comme le dénonce un tract syndical du 2 mai : «Depuis le début du conflit (12 avril), des nervis de milices privés et de l'ex-CFT spécialisés dans les actions anti-grèves, chiens d'attaque, évoluent dans l'enceinte des usines». Et de dénoncer le chef des nervis, Yvon Cohen «bien connu des travailleurs de Jacquet pour ses sales besognes», «suppléant au candidat UDR non élu aux élections législatives de juin 68, responsable d'une explosion à la grenade d'un stand dans une fête syndicale et de blessures à coups de couteau contre deux colleurs d'affiches en 69... et organisateur du service d'ordre de Giscard lors des élections présidentielles de 74 !» Est-il utile de préciser que ce nervi s'est vu confier une place de permanent syndical CFT ?

BOUSSAC : 364 LICENCIEMENTS DANS LE RABODEAU, 1 056 EN MOSELLE

Les travailleurs refusent tout licenciement

Ce sont de nombreux travailleurs qui ont débrayé mercredi matin, pour venir manifester leur colère, lorsque Monsieur Petit, représentant de Boussac, est venu annoncer devant le CE, à Bettencourt, 364 licenciement dans la vallée du Rabodeau, et la fermeture de Rond Pré à Rambervilliers. A ces licenciements se sont ajoutés ceux de la vallée de la Moselle : 1056 ! avec 4 fermetures d'usine. Les travailleurs présents ce mercredi 10 mai sont déterminés à se battre : ils refusent tout licenciement et les pré-retraites, ils refusent le démantèlement du textile et la mort économique des Vosges, d'autant que d'autres usines, notamment à Saint-Dié, viennent en même temps d'annoncer des licenciements :

150 chez Lehman, 90 (le tiers du personnel) chez Peltex à Saint-Dié, fermeture de l'entreprise Warnelle à Plainfaing, atteintes aux libertés syndicales, comme chez Claude et Duval à Saint-Dié, où un délégué CGT a été mis à pied, «pour faute grave». Dans toutes ces usines, elles aussi du textile, les ouvriers et leur syndicat CGT ont décidé d'agir en liaison la plus étroite possible avec ceux de Boussac.

Après la montée à Paris prévue pour le 12, et la manifestation devant Matignon, les ouvriers de Boussac sont déterminés à lutter dans leurs entreprises, comme ils l'ont affirmé mercredi. Car après le semblant de dialogue et les quelques pétitions sans ef-



Alors qu'on en est presque à un mois de grève chez Duroi Jacquet au Blanc Mesnil, les négociations sont toujours au point mort. Rien n'est sorti de la Commission paritaire de mercredi, pas plus que du tribunal, qui n'a toujours pas nommé de médiateur. «Il faut attendre lundi»... Les grévistes continuent à être massivement présents, jour et nuit, devant les grilles de l'usine. La CFT, pour le moment, n'est pas réapparue, mais les ouvriers restent vigilants. A Bezons, par contre, la direction a du opérer un premier recul sur les salaires : 2 % pour avril, 2 % au premier juin, et 5 % pour les salaires les plus bas (coefficient 120), de même que sur les primes, qui ne seront plus supprimées au premier arrêt maladie.

Renault-Flins : grève d'un atelier depuis deux semaines

Les 130 ouvriers, dont 90 % de travailleurs immigrés, des deux équipes de l'atelier de fabrication des sièges pour R 5 et R 18 sont en grève illimitée depuis deux semaines. Ils exigent la qualification de P 1 (coefficient 180 au lieu de 175 actuellement) ainsi que la diminution de leur charge de travail.

Du fait de cette grève, près de 50 % des voitures ne sont pas garnies de leurs sièges, alors que les carnets de commande sont pleins. La direction s'apprête à l'épreuve de force, car la revendication de l'atelier des sièges, les autres ateliers pourraient bien la reprendre aussi.

Leurs revendications

«Sur environ 150 personnes, dont seulement 100 «productifs», plus de 75 travailleurs et travailleuses ont immédiatement participé à la grève», explique un délégué syndical CGT.

«Nous revendiquons :
- 2 400 F par mois pour 174 h,
- Une prime de transport de 60 F par mois, déjà inférieure au frais de

transport nécessaires pour ceux qui viennent de Marseille et de la région,

- Un salaire correspondant au travail effectué et au coefficient,
- Une prime d'ancienneté non cumulable à la prime d'assiduité,
- La 5^e semaine de congés payés,
- Le respect de l'ouvrier et des droits syndicaux.

(1) Cette inaction est d'autant moins bien comprise tant moins bien comprise que durant les 15 premiers jours de lutte, 20 travailleurs ont rejoint la CGT, doublant le nombre de syndiqués et qu'une dizaine d'autres sont d'accord pour se syndiquer. «Pour le patron, c'est une question de principe de

tout faire pour briser la lutte», expliquent les grévistes. «Pour l'UD qu'est-ce qui sera mis en œuvre pour nous aider à imposer la victoire ?» ont-ils demandé au permanent de l'UD, très connu pour son appartenance au PCF. La réponse se fait toujours attendre.

Il faut savoir que les ouvriers de Corée du Sud, de Thaïlande ou de Monaco sont surexploités, souvent par les mêmes patrons qui se plaignent de cette concurrence, comme Rhône Poulenc et Prouvost, et qui licencient par milliers les travailleurs ici ! En Corée du Sud, par exemple, les ouvriers travaillent 13 heures par jour, 13 jours sur 14, pour un salaire de deux dollars par jour, soit un peu moins de 10 F. Alors, cette question de la concurrence, les ouvriers des Vosges refusent d'entrer dans cette logique. Ce qu'ils veulent, c'est que leurs usines ne ferment pas, c'est pouvoir continuer à travailler et à vivre au pays.

Corr. Senones

Mai-Juin 68, c'était hier

«L'année 68, je la salue avec sérénité»

De Gaulle 31 décembre 1967

Il y a dix ans, la contestation étudiante qui se développait depuis les premiers jours du mois de mai, allait bientôt être relayée par le déclenchement d'un puissant mouvement gréviste de la classe ouvrière et des autres travailleurs, le plus ample qu'ait jamais connu notre pays. Cette explosion sociale allait rompre, comme un coup de tonnerre, dix années de gaullisme. Elle a profondément sapé les illusions accumulées sur l'avenir prospère du capitalisme, et le dépassement de la lutte des classes. Actuellement, la plupart de ceux qui évoquent le mouvement de mai-juin 1968, visent plutôt à l'enterrer, comme pour se rassurer. Parce que ce n'était pas une révolution, on veut en faire une révolution pour rire, en tirer la preuve que la révolution ne serait plus possible. Parce que dix années ont passé, on voudrait réduire ce moment de la lutte de classes, telle une curiosité historique, à un ensemble de clichés et de slogans.

Dans son allocution rituelle de vœux, le 31 décembre 1967, De Gaulle s'exclama à la télévision : «L'année 68, je la salue avec sérénité». Ce jugement optimiste était à sa manière confirmé plus tard par Séguy qui déclarait au secrétaire général de la CFDT en mars 68 : «Le moment n'est pas venu d'un mouvement généralisé»...

Certes, il y a bien eu des élections législatives, les 5 et 12 mars. Elles ont donné la majorité à la droite gaulliste. Une majorité étonnée il est vrai, au terme d'une campagne électorale serrée qui a pu donner des illusions aux militants de la gauche - d'autant plus que PCF et FGDS (socialistes et radicaux) étaient unis par la discipline républicaine, un pacte de désistement mutuel.

Calme plat ?

Toujours est-il qu'au soir du 12 mars, chacun peut faire ses comptes : la Polynésie n'a pas encore voté, mais il y a déjà 244 députés regroupés sous l'étiquette «Vème République» au Parlement, soit... 1 de plus que la majorité nécessaire. Dès lors les partis de gauche se consacrent surtout aux joutes parlementaires avec, comme figure de proue, Mendès France et Mitterrand. Le 3 avril, Chaban-Delmas est élu président de l'Assemblée avec une bonne avance (261 voix contre 214 à Defferre) : les centristes, alors dans l'opposition, ont voté pour lui. Par

contre, le 18 mai une motion de censure échoue : il fallait 244 voix, l'opposition en réunit 236. Au début d'octobre, une autre motion de censure ne recueille que 207 voix...

La gauche a beau faire les gros titres de sa presse sur ses progrès aux cantonales de septembre, il n'en reste pas moins que, pour elle, les perspectives sont bouchées : réélu président de la République en 65, De Gaulle doit en principe ne terminer son mandat qu'en 1972. L'Assemblée nationale à majorité gaulliste en a, elle aussi, pour jusu'en 1972...

De mars 67 à mars 68, la vie politique bourgeoise n'est agitée que de faibles remous : le «Oui mais» de Giscard et le «Non mais» de Lecanuet, les diatribes de Mitterrand, le 19ème Congrès du PCF tenu en janvier 67 et que Waldeck-Rochet baptise «Congrès de l'ouverture». Des divergences à droite aux discussions autour de l'Union de la gauche, tout se définit en fonction d'une échéance : l'année 1972 où doivent se tenir à la fois des élections présidentielles et des élections législatives.

De Gaulle et son premier ministre Pompidou tiennent bien solidement en main, apparemment, les rênes du pouvoir, et avec des atouts qui pouvaient apparaître solides : la propagande gaulliste, et notamment l'ORTF qui vient d'être remodelé, instrument docile aux mains du pouvoir, font grand cas des réussites du régime : ainsi au cours d'un meeting tenu en

Comme si cette grande secousse qui a soulevé le pays n'avait pas mis à jour les profondes contradictions de cette société, comme si ces contradictions n'avaient pas, depuis lors, continué à s'aggraver.

Mai-juin 1968, c'était hier. Les articles que nous commençons à publier aujourd'hui veulent seulement, à partir de témoignages le plus souvent, contribuer à restituer la dimension du mouvement : l'ampleur de la capacité d'initiative et de mobilisation des masses, les remises en cause nouvelles de l'organisation de la société, les brèches qui s'y sont fait jour dans l'emprise du révisionnisme.

Personne n'avait pressenti l'ampleur du mouvement qui allait éclater. C'est cette situation apparente de stabilité politique, à la veille de Mai 68, que nous examinons aujourd'hui.



Les effets du plan de stabilisation

L'industrialisation accélérée et l'expansion économique sont toujours présentées comme la garantie fondamentale que la prospérité et le mieux être puissent se répartir plus équitablement entre tous les Français.

Le «plan de stabilisation» mis en œuvre en 1966 par le ministre Giscard d'Estaing a e: certes des conséquences sensibles pour les travailleurs.

Au niveau du pouvoir d'achat d'abord. En juin 1967, quatre millions de salariés gagnent moins de 600 F par mois. La hausse des prix est de 3,5 %, alors que les prévisions du 5^e plan, résolument optimiste, n'étaient que de 1,5 %.

Les restructurations s'accroissent, avec tout ce que cela comporte de licenciements, de déplacements et de déqualifications. En 1967, Citroën prend le contrôle de Berliet ; les Chantiers Navals de Dunkerque-Bordeaux, la Seyne et La Ciotat se regroupent, de même que Thom, son-Houston et la CSF, de même que Wendel, Sidelor et la Société mosellane de sidérurgie, de même encore que les Chantiers de l'Atlantique, Fives-Lille-Cail, Babcock et Wilcox. A chaque fois, ces restructurations entraînent des licenciements. A ces travailleurs sur le pavé s'ajoutent les nombreux jeunes, nés dans l'immédiat après-guerre, et qui

arrivent sur le marché du travail.

Après plusieurs années, où le nombre des chômeurs était resté à peu près stable, il commence à s'accroître sensiblement : on les évalue à 300 000 en novembre 1966, et à 450 000 un an plus tard.

Mais le ministre de l'Economie et des Finances Debré ne voit là que des difficultés passagères, la fin des effets du plan de stabilisation et le moyen, après un assainissement, de passer à une nouvelle relance de l'expansion. Le gouvernement se fait accorder les pleins pouvoirs en matière économique, d'avril à octobre 1967 et se permettra ainsi de prendre les «ordonnances» sur la Sécurité Sociale qui augmentent les cotisations et réduisent le taux de remboursement.

«La France s'ennuie»

De Gaulle continue à utiliser les initiatives de sa politique étrangère pour rechercher un certain consensus dans le pays.

Les échos du fameux discours de Phnom-Penh, où de Gaulle a osé se désolidariser de l'agression américaine au Vietnam, ne sont pas encore estompés qu'une nouvelle initiative spectaculaire alimente les commentaires : le 26 juillet 1967, De Gaulle est allé à Montréal crier «Vive le Québec libre».

Au printemps de 68 doit s'ouvrir à Paris la conférence de paix qui réunira pour la première fois Vietnamiens et Américains. Les gaullistes y voient un succès de la diplomatie de la France. La «décolonisation» des années 60, la fin de la guerre d'Algérie, les marques d'indépendance vis-à-vis des USA, autant de faits qui semblent conserver à De Gaulle un certain prestige à l'intérieur et une position plus solide sur la scène internationale.

Ainsi, même si apparaissent les symptômes d'un essoufflement de l'effort d'expansion capitaliste, et donc de la faiblesse de bases mêmes des ambitions gaullistes à l'extérieur, très généralement ils ne sont pas du tout perçus comme tels. La presse aime à répéter alors assez souvent que «La France s'ennuie», comme si, comblés par la prospérité et les bienfaits de la consommation, la très grande majorité des Français ne savaient plus trop quoi demander ou rêver de plus. A ce moment là font sonner les sociologues, d'inspiration américaine qui expliquent docement que la classe ouvrière est en train de disparaître en tant que telle, que cols blancs et cols bleus se confondent, que s'effacent les différences entre ouvriers et techniciens, que les ouvriers s'intègrent progressivement à la société dite de consommation, ne peuvent plus constituer, rêve évanoui du XIX^e siècle, une force révolutionnaire. On acclimaterait volontiers Mar-

«Le moment n'est pas venu d'un mouvement généralisé»

Séguy Mars 1968

se : seuls les intellectuels, les étudiants, les marginaux seraient, maintenant, le levain des bouleversements sociaux.

Grèves ouvrières et contestation étudiante

Les grèves ouvrières ont pourtant tendance à se multiplier : 4 millions et demi de journées de grève en 1967, contre deux millions et demi en 1966. Certaines prennent une ampleur et une physionomie nouvelles : en décembre 1967, les travailleurs de Rhodiaca-Vaise posent la question des conditions «modernes» de vie et de travail. En janvier 68, les OS de la Saviem, avec les autres ouvriers de Caen, affrontent très violemment la police. A Redon s'opère la conjonction entre des ouvriers et des paysans en lutte, côte à côte contre les flics. Mais ces luttes, où l'on déboule, après coup, les signes avant-coureurs de mai 68, apparaissent le plus souvent comme des explosions ponctuelles, sans lien entre elles. Les confédérations CGT et CFDT, divisées entre elles, mettent au contraire en avant les journées nationales d'action, sur l'air de «Pompidou navigue sur nos sous».

A côté de cela, les mouvements de contestation et la politisation d'une frange d'étudiants semblent assez circonscrits, et, en tous les cas, extérieurs au mouvement ouvrier.

C'est qu'en 1967, l'UNEF n'a plus grand chose à voir avec l'influence et l'impact qu'elle avait pu s'acquiescer dans le mouvement d'opposition à la guerre d'Algérie.

Pour ne citer que cet exemple, une «assemblée extraordinaire» tenue le... 21 avril 1968 se consacre uniquement à la lutte contre «majos» et «minos». Le bureau en place refuse une proposition de boycott des examens et la participation à la manifestation du 1^{er} mai. Une petite partie de la discussion est consacrée à la lutte contre l'Occident, le mouvement fasciste, et le reste à des problèmes financiers (le déficit est énorme), et juridique (faut-il revenir sur la décision du tribunal administratif annulant les élections du dernier congrès de l'UNEF ?).

Pourtant, dans la même semaine, des débats politiques ont eu lieu à Nanterre, des manifestations anti-impérialistes se sont déroulées pour soutenir les patriotes vietnamiens et guadeloupéens. Ce que retiennent les hebdomadaires, c'est la réunion de l'UNEF.

Pompidou déclare dans cette période, que la plus belle réussite du régime, c'est le développement du système d'enseignement.

De fait, la sensibilisation anti-impérialiste du mouvement étudiants, amorcée pendant la guer-

re d'Algérie, s'est prolongée : elle a pris un caractère peut-être plus restreint, mais plus profond politiquement et plus militant, surtout avec l'intensification de la guerre US au Vietnam mais aussi la guerre des six jours et l'émergence de la lutte armée du peuple palestinien. La Révolution culturelle en Chine, déclenchée en 1966, permet à certains de soulever des questions plus fondamentales sur le révisionnisme, le socialisme et la dictature du prolétariat. Alors que l'UEC vient d'éclater dans l'affrontement de plusieurs courants, dont l'un se réclame du maoïsme, les premières forces marxistes-léninistes se constituent, à l'extérieur, pour l'essentiel, du mouvement étudiant.

Le lien entre cette radicalisation d'une frange du mouvement étudiant et la contestation n'est d'ailleurs pas toujours évident. Au regard même du mouvement étudiant et anti-impérialiste tel qu'il s'est développé ou se développe alors aux USA, en RFA et même en Italie, la France peut paraître relativement moins touchée.

PCF et CGT

En définitive, c'est le PCF et son emprise sur la CGT qui semblent constituer la meilleure garantie de la stabilité politique, pour autant qu'il prétend représenter les intérêts et la combativité de la classe ouvrière. Au Congrès de 1967 et au Comité central de janvier 1968, il a défini sans ambiguïté le cadre de son action : en premier lieu, la réalisation de l'union de la gauche : c'est là l'objectif essentiel. En second lieu, une campagne de solidarité avec le Vietnam ; en troisième lieu la lutte contre les gauchistes.

Que les étudiants se mêlent aux ouvriers de Dassault, comme à Bordeaux en février 68, et L'Huma attaque les «trotzkystes et pro-chinois».

Que des étudiants viennent soutenir les ouvriers de la Rhodiaca en lutte, et la CGT s'oppose par la force aux distributions de tracts.

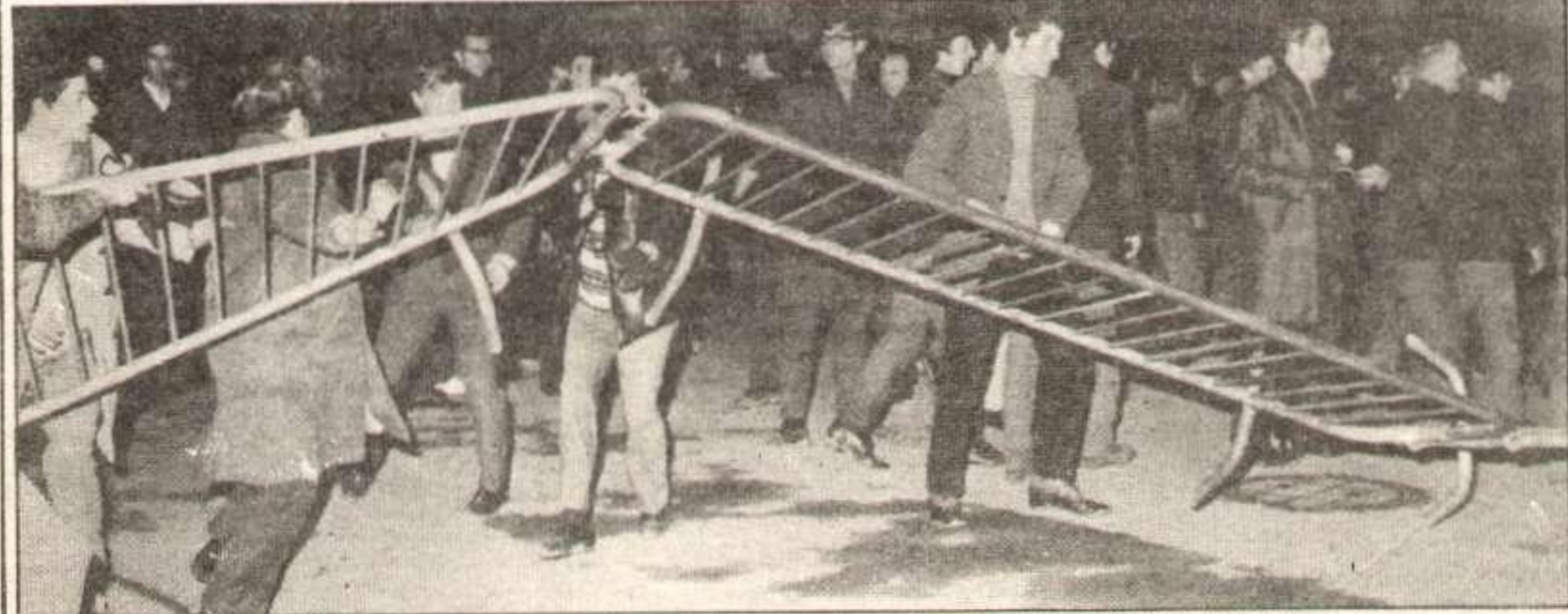
Que la CFDT s'avise d'accepter quelques-uns de ces gauchistes dans ses rangs, et la CGT la met en garde contre «les infiltrations financières (le déficit est énorme), et juridique (faut-il revenir sur la décision du tribunal administratif annulant les élections du dernier congrès de l'UNEF ?)». Le PCF semble ainsi avoir les moyens d'assurer une sorte d'équilibre de la classe ouvrière vis-à-vis de l'effervescence d'idées qui touche une frange de la jeunesse, comme si la classe ouvrière était devenue complètement étrangère aux idées révolutionnaires et ne recérait pas, en elle-même, tout un potentiel de révolte et de lutte résolue contre le capitalisme. Séguy, nous l'avons vu, déclarait en mars 68 : «Le moment n'est pas venu d'un mouvement généralisé». Deux mois plus tard se déclenchait le mouvement de Mai.



En février 1967, les travailleurs de Rhodia-Besançon posent la question des conditions «modernes» de vie et de travail (4 x 8, cadences). La semaine suivante, le conflit s'étendra à Lyon et au Péage-de-Roussillon. Le mouvement rebondira à Rhodia-Vaise (Lyon) en décembre 1967.



A Redon (Ille-et-Vilaine) en mars 67, pendant 15 jours les travailleurs des 5 plus grandes usines entrent en lutte. Ils affrontent durement la police avec des pierres et des boulets.



En janvier 68, les O.S. de la Saviem, avec les autres travailleurs de Caen, affrontent très violemment la police.



Le gaullisme sûr de lui. Bienôt massivement contesté.

janvier 67, Malraux exhibe fièrement les réussites de la France : péle-mêle y sont présentés Killy, le paquebot France, l'usine de Pierrelatte, Michel Jazy, etc...

● Le Roi de Norvège et la Reine d'Angleterre inauguraient officiellement en début de semaine les installations de forage et d'exploitation de gaz naturel de Frigg, en pleine mer du Nord, à la limite des eaux territoriales de Norvège et de Grande-Bretagne. Les souverains tenaient ainsi à montrer la nouvelle place que prennent leurs pays dans le jeu politique mondial, en se hissant au rang de producteurs de sources d'énergie. Les grandes difficultés techniques rencontrées pour l'installation des plate-formes de forage, d'exploitation et d'acheminement du gaz rendaient encore plus spectaculaire cette inauguration. Elles ne doivent cependant pas faire oublier les graves problèmes soulevés par l'exploitation de la mer du Nord, et des hydrocarbures off-shore en général.

Plus que Lacq

La répartition économique des immenses gisements contenus sous les fonds du plateau continental européen est due en grande part au hasard. Lors des premières découvertes, en partie prévues par les géologues, un partage fut opéré entre les pays riverains. L'exploitation systématique de la mer du Nord révéla que la Grande-Bretagne et la Norvège taillaient la part du lion avec respectivement 46 % et 27 % des réserves connues. En 1969, l'exploration du banc de Frigg commence. Elle révèle d'importantes réserves en gaz naturel (méthane presque pur), supérieures à celle de Lacq : 300 milliards de mètres/cubes. Le trésor est partagé entre la Norvège et la Grande-Bretagne, puisque le gisement se trouve à cheval sur les limites de leurs eaux territoriales. Cependant l'acheminement vers les centres de stockage (indispensable pour le méthane) ne pouvait se faire vers les côtes norvégiennes, en raison d'un relief sous-marin trop accidenté. Tout est donc conduit vers la côte écossaise, par d'énormes conduites posées sur le fond. L'exécution technique a été l'œuvre de Pétronord (filiale d'Elf-Erap) et de Total Oil Marine (filiale de la CFP). On peut mesurer l'importance des problèmes techniques posés à la mésaventure survenue à une

plate-forme de construction américaine, lors de son ancrage. La plate-forme a tout simplement coulé, par suite d'une mauvaise conception que personne n'avait décelée. 100 millions de ferraille pour distraire les poissons de la Mer du Nord...

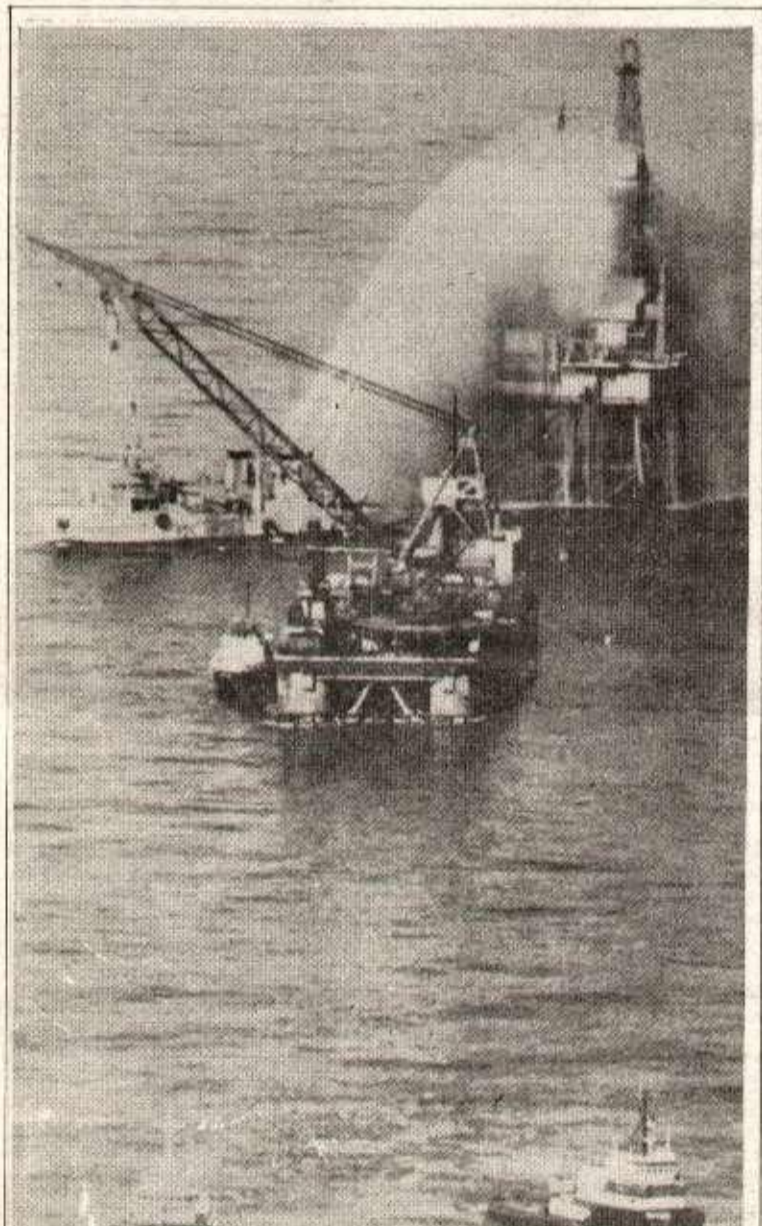
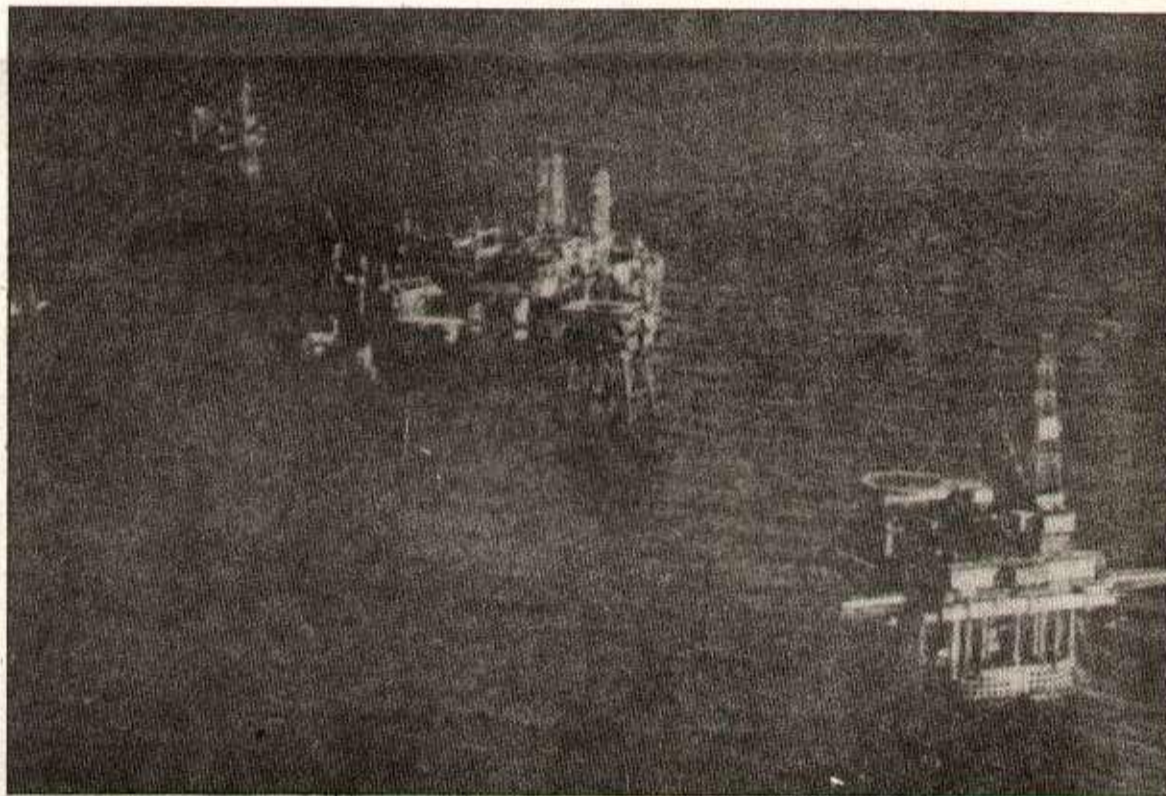
L'exploitation à outrance

Les investissements imposés par l'exploitation offshore sont énormes : l'ensemble des installations a coûté 20 milliards de francs. Or les conditions climatiques et la corrosion marine font que la durée de vie de telles plate-formes est estimée à 20 ans. Les compagnies pétrolières font en conséquence le maximum pour rentabiliser leurs investissements : les hommes qui travaillent sur place le font par vacations de 12 heures, alternant avec 12 heures de repos, par périodes de 15 jours. Un seul but à bord : la production. Chaque arrêt coûtant une fortune, il faut à tout prix les éviter. Et il est prévu de produire 49 millions de mètres/cubes par jour d'ici la fin 79. A ce rythme, le gisement sera épuisé en 20 ans. Et il faudra se lancer vers le forage de gisements situés encore plus profonds, moyennant des investissements encore plus importants. La politique des pays européens, désireux de s'affranchir au maximum des autres

Inauguration royale de la plate-forme de Frigg

LA COURSE AU GAZ NATUREL EN MER DU NORD : A QUEL PRIX ?

Par Eric BREHAT



Il y a un an, un geiser de pétrole s'échappait de la plate-forme Ekofisk. Toutes les précautions avaient été prises, paraît-il. La commission royale d'enquête avait révélé de profondes négligences. Motif : rentabilisation.

producteurs de gaz et de pétrole, et leur incapacité à rationaliser la consommation intérieure d'énergie ne leur permet à aucun moment d'envisager une gestion à long terme des réserves d'hydrocarbures. Sans cette gestion, et dans l'hypothèse — ce n'est pas la plus probable — où il n'y aurait pas de bouleversements sociaux dans ces pays, la rupture entre l'offre et la demande devrait survenir dans la première moitié du 21^e siècle. Après ? On verra...

Or, l'utilisation actuelle des hydrocarbures — encore plus pour le gaz que pour le pétrole — est presque exclusivement la production de chaleur, et donc d'énergie. Lorsque les réserves seront épuisées, ou d'un coût d'extraction prohibitif, il sera trop tard pour s'apercevoir que les hydrocarbures sont aussi une matière première précieuse. Un des multiples problèmes que le capitalisme laisse allégrement aux générations futures.

De la complaisance en matière de reportage

A l'occasion de l'inauguration royale des plate-formes de forage et d'exploitation de Frigg, les sociétés Elf-Aquitaine et Total (CFP) ont tenu à disposer d'une «couverture journalistique» de l'évènement, ce qui a tous les avantages d'une publicité, sans en posséder les inconvénients. Nos pétroliers français ont donc invité quelques journaux français correspondant à leurs cibles habituelles (*Figaro, Matin, Aurore, Quotidien de Paris...*) à tenir prêts leurs meilleurs reporters. Sensationnel assuré : plate-formes grandes comme la Tour Eiffel, milliards de mètres/cubes de gaz, millions de tonnes de pétrole, millions de tonnes de ferraille, de francs lourds, exploits technologiques et humains (forts réels, d'ailleurs)...

En retour, ces bons pétroliers s'estimaient en droit de demander aux journalistes en question un peu de gentillesse. Ne parlons pas trop de sécurité, si ce n'est pour dire qu'elle est parfaitement assurée — avec un brin de chauvinisme pour *Le Figaro* : «Il faut contester à la fois les Britanniques et les Norvégiens» —. Ne nous posons pas trop de questions sur les conditions de travail des plongeurs.

Ça, c'est du reportage !

Les dangers du méthane

Dans les mines, on l'appelle «grisou»... Cela suffit à indiquer la facilité avec laquelle ce gaz s'enflamme et explose. Ses dangers étant bien connus et spectaculaires, sa production et son transport sont paraît-il entourés de multiples précautions. Ainsi la faiblesse d'un joint d'étanchéité sur une vanne de Frigg a interrompu la production pour 48 heures. Il n'empêche qu'on peut se poser certaines questions, à propos de la mésaventure survenue à l'une des plate-formes qui a coulé lors de sa mise en place. L'erreur de conception n'avait pas été décelée lors des véri-

fications. Le temps pressait-il tant ?

Si un accident survenait sur la plate-forme, il serait mortel pour les travailleurs qui y séjournent. Par contre, il ne produirait pas d'importante pollution. Le danger est encore accru lors du transport par navires méthaniers : le gaz est en effet maintenu à très basse température, sous forme liquide. La réfrigération est contrôlée par un asservissement électronique.

Une anecdote révélatrice à cet égard : courant 76, un ingénieur électronicien de Merlin Gerin à Grenoble doit sauter dans le premier avion à

destination de Nantes : une panne s'est produite dans le circuit électronique d'un méthanier en réparation à Saint Nazaire. Impossible à Saint Nazaire de trouver quelqu'un qui puisse le réparer. La panne était un simple faux-contact. Mais que se serait-il passé si elle s'était produite en mer ?

Bien que l'accident ne se soit jamais produit, on estime que l'explosion d'un méthanier de 100 000 tonnes, à la suite d'un arrêt des systèmes de réfrigération aurait l'effet d'une bombe atomique de bonne puissance, radioactivité en moins.

ITALIE : DEUX MOIS D'AFFAIRE MORO

Face à la surenchère PCI - DC la base pour une véritable opposition

Entretien avec le correspondant à Paris de l'Hebdomadaire Fronte Popolare

● Nous publions ici la fin de notre entretien avec le correspondant à Paris de l'hebdomadaire italien *Fronte Popolare*, sur l'évolution de la situation dans son pays, au moment de la mort d'Aldo Moro. Il aborde ici notamment la question de la tactique des deux grands partis bourgeois, le parti révisionniste PCI, et la Démocratie Chrétienne, en soulignant l'existence d'une base d'opposition au sein des masses, favorable au développement d'une démarche révolutionnaire. Les appréciations portées ici sont celles de *Fronte Popolare*, organe du mouvement d'extrême gauche M.L.S.*

QdP : La Démocratie Chrétienne et le PCI ont cherché chacun à leur manière de tirer profit de l'enlèvement de Moro, pour essayer de conserver ou d'accroître leur influence. Chacun a voulu passer pour le meilleur défenseur de la «démocratie» en soutenant le renforcement des mesures d'ordre public et en essayant de faire taire les exigences, les revendications des masses populaires, alors que les derniers événements se déroulent sur un arrière-fond de profonde crise économique et sociale «oubliée» par les mass-media. De cette situation, qui du PCI ou de la DC tire le plus de profit ?

— La Démocratie Chrétienne, ou du moins une partie d'entre elle, a depuis longtemps milité en faveur d'un processus de fascisation, elle a joué un rôle déterminant dans l'enchaînement des sanglantes provocations anti-populaires qui ont marqué dans ces dernières années, la vie de notre pays. Elle n'a cessé d'accroître l'exploitation des actes terroristes. Elle a une longue expérience dans ce domaine, et avec les «Brigades rouges» et l'affaire Moro, elle essaie de renforcer l'appareil de l'Etat, appareil qu'à la faveur de plus de 30 années de gouvernement, elle a investi et où elle détient encore de nombreux postes-clés.

DU TERRORISME DE L'APRES 69...

Au lendemain des grandes grèves ouvrières de 69, on avait vu l'apparition en Italie d'une vague de terrorisme, un terrorisme directement inspiré par la Démocratie chrétienne et impliquant les services secrets largement contrôlés par la DC ; ce terrorisme attribué à la gauche par la propagande gouvernementale, avait été fortement utilisé pour justifier la répression du mouvement syndical.

Le PCI critiquait alors les mesures visant au renforcement de la répression. Depuis, sa position a changé en même temps qu'il a élaboré sa stratégie du «compromis historique» et que, à la faveur du recul démocrate-chrétien à diverses élections — lié à l'aggravation de la crise — il a pu gagner en influence.

... AU TERRORISME DES «BRIGADES ROUGES»

Depuis 75-76, notamment après l'approbation de la loi

Reale sur l'«ordre public», on a assisté pour la première fois, au soutien par la gauche, et particulièrement par le PCI, de cette politique de répression. Il faut noter que cette période correspond à la conquête électorale du pouvoir par le PCI dans de nombreuses administrations provinciales, ce qui constituait pour lui l'amorce d'une pénétration accrue de l'appareil de l'Etat. Aujourd'hui, on peut constater la défense par le PCI, comme par la DC, de toute une série de dispositions de renforcement étatique, anti-démocratiques. Le PCI joue au «plus royaliste que le roi» en se faisant le porte-drapeau de la fermeté dans la défense de l'Etat. Dans l'immédiat, sa collaboration subalterne au gouvernement est donc assurée. Toutefois, son adhésion au contenu le plus anti-démocratique du programme gouvernemental et sa ligne syndicale des sacrifices, pour l'austérité, contribuent d'ores et déjà à une diminution de sa crédibilité politique dans les masses.

LE PCI EN PORTE-A-FAUX

Le ton outrancier du rapport de Bufalini au dernier comité central du PCI, reflète les préoccupations de la direction du parti à cet égard. Comme beaucoup l'ont observé, c'était un rapport à usage interne, destiné surtout aux militants très insatisfaits par la ligne de leur parti. Les dirigeants de la Démocratie-Chrétienne, leaders d'un parti usé par une longue gestion du pouvoir, sont tout à fait conscients qu'en impliquant le PCI dans la politique d'«ordre public», ils peuvent l'amener à des difficultés croissantes avec sa base ouvrière. Dans le moment présent, pour faire leur politique, les dirigeants démocrates-chrétiens ont besoin du soutien du PCI, de son soutien aux aspects les plus réactionnaires du programme de la Démocratie Chrétienne. C'est notamment pour obtenir ce soutien, qu'ils n'ont pas appuyé les discours les plus extrêmes en faveur du développement de la politique répressive. Par exemple, le rétablissement de la peine de mort, peine non prévue par la Constitution, et qui est un des thèmes traditionnels des campagnes du parti néo-fasciste MSI, a été repris en particulier par le parti républicain de Lamalfa et par toute une aile du parti démocrate-chrétien. Mais la direction de ce parti ne s'est pas engagée dans cette campagne, pas plus que sur le projet d'un directoire doté de pleins pouvoirs et suppléant provisoirement, du point de vue des institutions, à la présidence de la République.

LE «BATTAGE» SUR «L'ORIGINE DU TERRORISME»

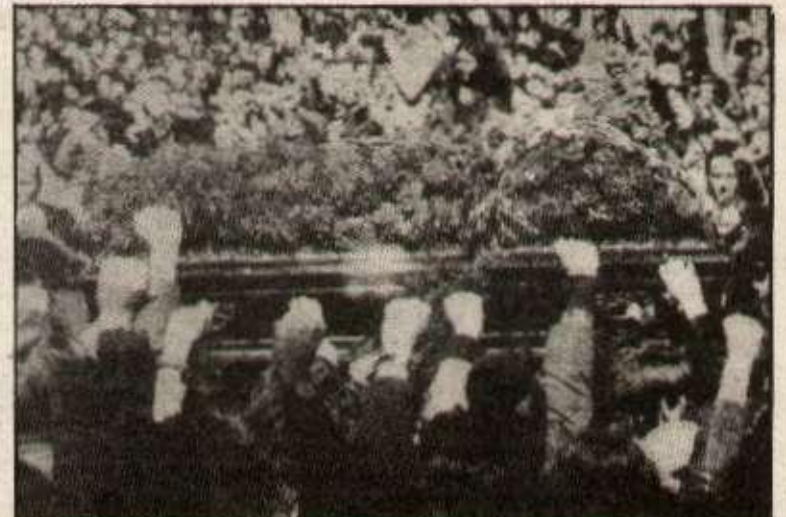
Comptant sur le soutien du PCI pour mettre en place ses mesures de renforcement de l'Etat, la DC souhaite en même temps un relatif affaiblissement de ce parti non parce qu'il serait le défenseur des libertés démocratiques, faisant obstacle à un processus de fascisation, mais parce qu'elle tient à conserver les postes centraux de l'appareil d'Etat qu'elle détient encore. Cette volonté de la démocratie-chrétienne de mettre le PCI en difficulté est confirmée par tout le battage fait sur l'origine du terrorisme. Les dirigeants de la Démocratie Chrétienne ont en effet engagé toute une campagne sur le thème de «la responsabilité du PCI dans le développement du terrorisme», profitant de la spécificité des «Brigades Rouges» par rapport au terrorisme de la période 69-74, de l'origine politique de gauche de certains de leurs membres. Ainsi, le vice-secrétaire général de la Démocratie Chrétienne, Galloni, a déclaré en substance : «Il faut avouer que l'origine du terrorisme c'est la propagande acharnée que le PCI faisait il y a quelques temps contre la Démocratie Chrétienne. Il y a dans cette façon démagogique de mener l'opposition, l'origine du terrorisme».

Sans pouvoir, pour le moment, porter de jugement définitif, il semble que dans cette course générale au gouvernement, dans cette surenchère pour des programmes toujours plus réactionnaires, le PCI ne soit pas celui qui en tire le plus de profit. Du fait notamment de sa situation en porte-à-faux vis-à-vis de la base ouvrière, du fait aussi que rien n'indique la possibilité pour le PCI de se substituer à la DC dans la confiance qu'accordent encore à celle-ci les couches monopolistes, pour mener la politique d'austérité. Les élections qui avaient été prévues pour ce dimanche en Italie, et qui sont des élections administratives dans les petites villes mais aussi, dans des villes moyennes comme Parme, pourraient constituer un certain test.

LA CLASSE OUVRIERE N'EST PAS INDIFFÉRENTE

— Que pense-t-on dans la classe ouvrière italienne, de l'évolution de la situation ?

— La plupart des observateurs politiques et des correspondants ont parlé d'une indifférence des masses par rapport au terrorisme qui se développait. C'est une considération superficielle, car ce n'est pas essentiellement de cette façon que se manifeste la non-adhésion d'importants secteurs des masses à la campagne idéologique de la bourgeoisie, telle qu'elle se développe. Lorsqu'on est allé dans les rues, sur



A Milan, 100 000 personnes assistèrent aux obsèques des deux jeunes révolutionnaires assassinés par les fascistes le 18 mars de cette année.

les places publiques, après l'enlèvement de Moro, et que l'on a participé à la grève générale, on constate que les slogans qui étaient scandés ou qui étaient imprimés sur les banderoles portées par les travailleurs des principaux conseils de fabriques, étaient des slogans de lutte contre le terrorisme en même temps, qu'un slogan très souvent mis en avant, celui de «Non au fascisme !» Que veut dire ce mot d'ordre : «Non au fascisme !» dans le contexte actuel ? Il reflète la principale préoccupation des masses face à l'enlèvement puis, la mort d'Aldo Moro : plus encore que la poussée terroriste qu'ils condamnent, les travailleurs redoutent l'exploitation du terrorisme qui peut être faite par l'Etat italien. Ceci, c'est une conscience que l'on peut dire majoritaire actuellement dans la classe ouvrière. Les reportages faits par la grande presse italienne, sur le thème : «Le terrorisme a-t-il une base ouvrière ?», rapportent eux-mêmes que les travailleurs interrogés au cours des rassemblements convoqués sur les places publiques par les partis et les syndicats, faisaient part de leur inquiétude vis-à-vis de la réaction possible de l'Etat. Le secrétaire général de la CGIL, Lama, a dit aux ouvriers qu'il fallait être «prêt à tout contre le terrorisme». Les ouvriers sont surtout prêts dans le sens où l'on craint une grande vague de répression.

Cette inquiétude va de pair avec des centaines d'exemples de résistance au niveau syndical, contre la politique de sacrifices, de licenciements, de restructurations... Il y a donc là une base pour une véritable politique d'opposition, il y a une réalité de l'opposition des masses à la situation actuelle. Les commentaires sur l'indifférence des Italiens s'accoutumant au terrorisme ne correspondent pas à cette réalité. Certaines personnalités politiques bourgeoises essaient d'ailleurs de s'appuyer sur cet état d'esprit des masses, tel Lombardi du parti socialiste, qui déclare qu'il faut faire «l'unité des forces démocratiques» contre la vague de répression qui peut se manifester après la mort de Moro.

LA VÉRITABLE OPPOSITION

La meilleure expression concrète de cette volonté d'opposition dans les masses, de ce décalage existant entre les appels des autorités et les aspirations d'importants secteurs de l'opinion, a été la grande manifestation de Milan, à laquelle ont participé 100 000 personnes, ouvriers, jeunes, gens du peuple, pour les obsèques de deux camarades tués par les fascistes le lendemain de l'enlèvement de Moro. Ceci a été l'exemple le plus consistant d'une réalité d'opposition parce que les dirigeants syndicaux et les dirigeants du PCI avaient tout fait pour empêcher une mobilisation populaire au sujet de cet attentat fasciste, et qu'ils avaient cherché jusqu'à la dernière minute à empêcher une grève symbolique d'une quinzaine de minutes, à empêcher les ouvriers de sortir des usines pour aller à la manifestation. Cette manifestation a été, c'est une constatation générale, plus nombreuse que la manifestation du jour précédent, après l'enlèvement de Moro, qui était déjà une manifestation de masse avec les mots d'ordre et les points de vue que nous avons dit. L'ampleur de la manifestation du lendemain soulignait d'ailleurs le sens de la participation à la manifestation de la veille.

Pour s'exprimer pleinement, cette opposition des masses doit trouver une correspondance politique. Ceci souligne très fortement la responsabilité des forces révolutionnaires, la nécessité pour elles d'abandonner une certaine passivité qui se manifeste dans les mots d'ordre tels que : «Ni avec l'Etat, ni avec les Brigades rouges». Ce mot d'ordre introduit une première démarcation mais il est insuffisant, il invite à la passivité. Les forces révolutionnaires doivent au contraire prouver leur capacité à ouvrir la voie — rejetant le terrorisme et la défense de l'Etat — de la lutte contre la fascisation et contre la politique des sacrifices pour les travailleurs.

* Mouvement des travailleurs pour le socialisme.

La direction générale de l'ANPE licencie !

Agent temporaire depuis 6 mois à la division exploitation informatique (DEI), il est reçu à l'écrit du concours d'agent de bureau. Pour être contractuel il doit passer l'oral dont le but est de connaître un peu les futurs agents. Oral des plus orientés (questions touchant aux goûts, loisirs, idées, religion etc... des gens). Or, cet agent passe son oral en pleine grève de la DEI (du 23/2 au 2/3), grève à laquelle il participe activement. Un mois plus tard on lui signale qu'il a échoué à l'oral et qu'il est licencié !

La section CFDT/DG dénonce cette mesure répressive pour fait de grève et pour réaction anti-jeune (le camarade a les cheveux longs !). Après les interventions des organisations syndicales et du personnel la direction propose de faire repasser un concours entier à cet agent. Celui-ci refuse, soutenu par les sections CGT et CFDT qui estiment que 6 mois de «période d'essai» remplacent aisément un oral de 15 minutes totalement bidon. Depuis sa lettre de

licenciement, l'agent est maintenu à son poste de travail.

Le problème de cet agent est identique à celui de nombreux temporaires, vacataires, vacataires Barre (pour la DG 25 personnes). La politique actuelle de l'ANPE, consiste à licencier des agents vacataires ou temporaires pour les remplacer par d'autres agents vacataires ou temporaires et par des vacataires Barre. Elle maintient ainsi une main d'œuvre peu chère, malléable à souhait car sans aucun droit, que ce soit le droit au travail ou de droit syndical.

Alors que les chiffres officiels du chômage montrent une augmentation du nombre des chômeurs, l'ANPE licencie ! Chaque jour nous sommes confrontés à ces nouveaux chômeurs mais les effectifs n'augmentent pas pour autant. Ce besoin de l'agence en effectif est réel. La priorité aujourd'hui est la contractualisation sur place de tous les agents vacataires et temporaires en poste.

Section CFDT de la DG

Flaminaire (Redon)

JOURNEES PORTES OUVERTES

Les 400 travailleurs de l'usine de briquets Flaminaire ne veulent pas venir grossir les rangs des chômeurs, qui sont déjà plus de mille sur les onze mille habitants que compte Redon.

Depuis le 3 mai, ils occupent leur entreprise qui est en dépôt de bilan : ils exigent le maintien total des emplois. Samedi 13 mai et dimanche 14, ils organisent deux journées portes ouvertes.

Grand émoi mardi à Censier, l'une des facultés du centre de Paris où un imposant groupe de nervis d'extrême-droite (GUD et GAJ) étaient venus diffuser un tract, «protégés» par un double rang de service d'ordre. La sonnerie d'évacuation (utilisée plusieurs fois cette année pour des alertes à la bombe) avait auparavant fait descendre tous les étudiants devant leur faculté.

La diffusion de tracts s'est faite «dans le calme», et les nervis d'Assas sont repartis le plus tranquillement du monde. Du coup, les étudiants de Censier craignent une nouvelle venue avec casques, barres de fer et produits incendiaires. Une centaine d'entre eux s'étaient réunis mercredi après-midi pour envisager la riposte à apporter. D'abord, évacuer rapidement la crèche, située au premier étage.

Ensuite... après de longs palabres, la création d'un comité d'auto-défense fut adoptée.

L'intervention d'extrême-droite à Censier n'était en fait que la suite d'une opération à Assas même : le matin même, une centaine de néo-nazis entrent en force dans cette faculté qu'ils considèrent comme leur chasse gardée, arrachant les panneaux de l'UNEF, de l'UNI (organisation étudiante de droite...)

D'AUTRES ATTAQUES EN PREPARATION

Selon des renseignements obtenus indirectement par des militants UNEF d'Assas, un plan d'intervention aurait été adopté par le GUD : jeudi 11, une «journée de libre expression», centrée principalement sur les exactions fascistes à la faculté de médecine des St-Pères, doit se tenir à l'initiative du Comité pour la liberté d'expression des Sts-Pères. Le GUD devrait y diffuser des tracts, susciter une provocation, et intervenir massivement. Une intervention serait aussi prévue contre les étudiants de Tolbiac (il s'agirait de «venger» deux nazillons qui auraient eu des problèmes la semaine dernière). Et il n'est pas exclu que Censier soit aussi sur le plan.

NOUVELLE MENACE SUR LES RADIOS LIBRES

Le conseil des ministres de mercredi dernier a discuté du dépôt prochain par le gouvernement d'un projet de loi «pour faire respecter le monopole des ondes». Après la décision de la Cour d'appel de Montpellier, accordant un non lieu à «Radio Fil bleu», qui a mis en évidence qu'aucune loi ne prévoit réellement de sanction pour ceux qui émettent, le gouvernement veut se donner des moyens pour faire taire les radios libres. Au nom, bien sûr, du «soutien exclusif des intérêts généraux

Une bonne centaine de personnes se sont retrouvées au rassemblement prévu pour protester contre le brouillage des radios libres devant le siège de... la SFP. La cible est manquée, puisque cette manifestation devait avoir lieu au siège de TDF, qui est situé à Montrouge, et non rue des Alouettes à Paris. Le public présent n'est composé que des membres des collectifs radios parisiens, les auditeurs sont absents.

Le rassemblement est prévu à 17 heures, de petits groupes profitent du soleil, encore chaud à cette heure, pour tenir quelques conversations et se donner les dernières informations qui circulent à propos des émissions en cours, du procès de Radio Fil Bleu à Montpellier et de sa tentative de récupération des radios, en faisant le tri.

Deux ou trois personnes s'éclipsent, se dirigent vers les grilles et entament une discussion avec, semble-t-il, des techniciens de TDF ; ils signalent alors aux autres personnes la possibilité de discuter ensemble. Tout le monde vient les rejoindre, mais les appariteurs, inquiets, tentent de repousser les per-



Rassemblement devant le siège de la SFP pour protester contre le brouillage des radios libres.

sonnes qui avaient «malencontreusement» franchi le portail. Une bousculade s'ensuit ; quelques coups, finalement les grilles sont fermées, les flics appelés en renfort, et quelques membres de collectifs, dont Felix Gatari sont de fait retenus de l'autre côté... Du rassemblement jusque là silencieux, partent quelques mots d'ordre spontanés, parfois sans aucun lien avec la situation présente, ou avec les radio libres. Une vingtaine de

de la collectivité... A en croire certains journaux, les radios libres peuvent devenir l'arme des terroristes ! Faisant comme par hasard référence à l'Italie, Le Figaro commente : «Plus de 2 000 émetteurs de radio constituent les tribunes idéales pour les idéologues les plus avancés dont certains «responsables» n'hésitent pas à lancer des appels au crime» !

Mercredi après-midi avait lieu à Paris une manifestation de soutien aux Radios libres.

flics, et presque autant en civil, ne tardent pas à rappeler. On assiste alors à un face à face avec d'un côté les flics crispés, de l'autre les manifestants hilares, qui déploient une banderole : «La police a volé Radio 93», des slogans tels que : «Fermez les télévisions, écoutez les radios libres» seront scandés. Le calme revient peu à peu, c'est finalement la dispersion vers 18 h 30. Mais c'est sur l'impression d'un échec, faible mobilisation

dûe d'une part à l'heure, d'autre part au fonctionnement encore trop «replié» sur lui-même des collectifs, qui ne permet pas que le rapport de force s'établisse en faveur des radios libres... Ce contrat permettra-t-il une ouverture réelle des radios sur la réalité extérieure, ne plus en faire un problème de spécialistes ? Une action qui alimentera la réflexion des collectifs et qui peut accélérer une certaine radicalisation en cours...

Attaque d'extrême droite contre les facultés

LES MERCENAIRES SONT REVENUS

et foncent sur les locaux syndicaux. Celui de l'UNI est dévasté, celui de l'UNEF résiste. Les vigiles interviennent et repartent avec deux blessés. Il paraît même que deux membres du RPR ont été blessés assez sérieusement. Depuis la mort de Duprat, les comptes se règlent, à droite.

Un militant UNEF d'Assas remarquait un net renforcement des groupes d'extrême-droite, en même temps que leurs divisions s'agissent. A cela, plusieurs raisons, selon lui : avant les élections, les soutiens financiers, plus ou moins occultes ont été nombreux. Le GUD et GAJ ont été grassement payés par le CDS de Lecanuet pour les collages électoraux. Du coup, les amateurs se sont présentés nombreux. Il n'y avait pas en l'affaire qu'une simple histoire de colleurs d'affiches. En cas de victoire de

la gauche, il est probable que les groupes ainsi constitués n'auraient pas manqué de «travail». Un autre élément est intervenu : le retour des mercenaires partis au Liban prêter main forte aux phalangistes, pour «casser de l'arabe» et du «bolche». D'autres sont revenus de Chypre, où l'extrême-droite issue des colonels grecs recrutait. Du coup, la moyenne d'âge et les moyens utilisés ont monté d'un cran. De nouveaux départs pour la Rhodésie de Smith sont en préparation pour cet été.

Malgré la défaite de la gauche, les soutiens financiers à l'extrême-droite ne se sont pas démentis, bien au contraire. A en juger par l'attitude des «jeunes RPR», qui s'implantent actuellement dans l'UNI (à Assas et à Caen, c'est paraît-il flagrant), il semble que les chiraquiens, par l'intermédiaire de leurs



Pour diffuser un tract...

«jeunes» qui se sentent un peu marginalisés vis-à-vis de la base poujadiste du RPR, tentent de regrouper certaines organisations

d'extrême-droite. On prépare l'avenir, autour de Chirac.

Eric BRÉHAT

PROGRAMME TELE

Jeudi 11 mai

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Eh bien, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Ce diable d'homme
21 h 25 - L'évènement
22 h 30 - Ciné-première
23 h 00 - Journal

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Les formations politiques : l'opposition
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Emile Zola ou la conscience humaine.
23 h 05 - Journal

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Thérèse Desqueyroux
22 h 10 - Journal

Vendredi 12 mai

18 h 00 - A la bonne heure : L'amiante, deux ans après.
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Eh bien raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Au théâtre ce soir : Le colonel Chabert
22 h 20 - Jean Amadou.
23 h 25 - Journal

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Top club
20 h 00 - Journal
20 h 35 - Les brigades du tigre
21 h 35 - Apostrophes : la passion du football.
22 h 45 - Journal
22 h 50 - Ciné-club : La chinoise

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Le nouveau vendredi : Horizons : une révolution à l'anglaise.
21 h 30 - L'art et la révolution
22 h 20 - Journal

Véritable petite encyclopédie fourmillant de détails et notations, l'ouvrage de Pierre Audibert et Danielle Rouard «*Les Énergies du Soleil*», brosse une vaste fresque des applications de la source d'énergie solaire depuis l'Antiquité jusqu'à nos jours, selon l'expression consacrée.

Un pionnier du solaire, A. Mouchot, en 1879 découvre l'absorption de l'énergie solaire par une surface noire. Pour emmagasiner l'air chaud qui s'en dégage, il a l'idée d'y accoler une vitre pour réaliser un «effet de serre». Il n'y a plus qu'à raccorder des canalisations d'eau au dos de la plaque pour transporter et utiliser la chaleur solaire : c'est ainsi que Saussure mettra au point au 18^e siècle le premier capteur plan, très proche de notre «chauffe-eau solaire» actuel. Depuis la hausse mondiale du coût des énergies fossiles, les recherches sur le solaire reprennent. Après avoir fait figure de précurseur, le four solaire d'Odeillo construit dans le site le plus ensoleillé de France, en Haute-Cerdagne n'est plus qu'un centre solaire parmi d'autres...

Les pompes solaires, leur fonctionnement, leurs avantages mais également leurs limites : le mérite de l'auteur est de nous faire approcher la technique des pompes solaires à travers leur utilisation pratique. Dans plusieurs pays d'Afrique et d'Amérique Latine, les pompes solaires ont permis dans plusieurs villages de supprimer la corvée d'eau ou plus simplement de fournir de l'eau. Mais la machine ne fonctionne que pendant les heures de fort ensoleillement et son rendement est faible lorsque la différence de température est trop minime entre la source



chaude (capteur) et la source froide (condenseur). Pour résoudre ce problème, divers systèmes sont imaginés...

Pierre Audibert nous parle aussi du dessalement de l'eau de mer, de la possibilité de le réaliser grâce au chauffage solaire, dans des pays où le soleil ne manque guère. Se lançant avec une fougue certaine dans de multiples «scénarios» pour l'avenir, l'auteur imagine de faire traverser la Méditerranée par des supertankers chargés d'eau douce européenne vers l'Afrique, et ne peut cacher son en-

thousiasme devant le projet de transport d'un iceberg de l'Arctique vers l'Arabie Saoudite.

«Soleil Noir» : ainsi est baptisée l'architecture solaire. «Soleil Blanc» : c'est le monde de l'électricité solaire des photopiles et des centrales. Le «Soleil Bleu», soleil par extension, est celui des usines marémotrices et celui des «ludions de la mer» : au large de la Floride, les chercheurs US ont proposé d'immerger un tube vertical où de l'ammoniac serait vaporisé par la chaleur de surface et con-

densé par la fraîcheur de 450 mètres de fond, avant d'être de nouveau vaporisé... Le tout servant à faire fonctionner pour la première fois une pompe solaire en continu... Et l'électricité serait ramenée à la côte par câbles.

Enfin, dans un chapitre consacré au «Soleil Vert» celui de la photosynthèse végétale, les pistes actuelles de recherche sont présentées. On y apprend au passage que la seule fermentation des boues des 226 millions de têtes de bovins indiens dégagerait sous forme de gaz de fumier une puissance thermique de 25 000 megawatts, c'est-à-dire de plus de dix centrales nucléaires ! Mais cette réalisation est bloquée par le système d'organisation politique de l'Inde, fondé sur des familles qui possèdent 4 ou 5 bovins seulement alors que pour réussir, toute une commune rurale devrait s'unir...

«*Les énergies du Soleil*» sont un vibrant plaidoyer pour le développement du solaire. Un plaidoyer qui sous sa présentation technique et économique, s'interdit l'analyse critique tant de la politique énergétique actuelle que ses développements futurs en liaison avec la contestation politique de masse de cette politique.

La démarche suivie par «*Les Énergies du Soleil*» laisse filtrer un enthousiasme communicatif pour la découverte d'immenses et nouvelles possibilités énergétiques pour l'humanité, un enthousiasme qui rompt avec le catastrophisme souvent affiché en ce domaine. Des idées et des projets qui peuvent alimenter la lutte contre la politique du pouvoir et ouvrir des pistes pour l'avenir.

Pierre PUJOL

Et l'acier fut trempé

127^e épisode

Deux villages assistent aux obsèques de Gri-choutka. Les assassins sont arrêtés et vont être jugés. Kortchaguine vient de recevoir un pli urgent, il est appelé pour une nouvelle tâche...

Kortchaguine fit ses adieux au district où il avait travaillé pendant un an. A la dernière séance précédant son départ, le comité du district du Parti examina deux questions : d'une part l'admission du camarade Kortchaguine au nombre des membres actifs du Parti, d'autre part, l'inscription à son dossier d'une mention attestant qu'il n'était plus secrétaire du comité de district du Kom-somol.

Lissitsyne et Lida lui serrèrent les mains fermement, à lui faire mal, et l'embrassèrent fraternellement. Lorsque son cheval sortit de la cour et s'engagea sur la route, une dizaine de pistolets tirèrent une salve d'honneur.



Faisant gronder son moteur, le tramway gravissait péniblement la rue Foundoukléievskaja. Il s'arrêta en face du théâtre, laissa descendre un groupe de jeunes et reprit sa pénible ascension. Pankratov stimulait les retardataires.

— Dépêchons, les gars. Il n'y a pas de doute, on est en retard.

(Extraits)

Nicolas OSTROVSKI

Okounev le rattrapa juste devant la porte du théâtre.

— Tu te rappelles, Guenka, comme on est déjà venu ici, il y a trois ans, à peu près dans les mêmes conditions. Doubava a lâché ce jour-là l'opposition ouvrière pour revenir parmi nous. C'était une belle soirée. Et maintenant, on va de nouveau se battre contre le même Doubava.

Pankratov répondit à Okounev alors qu'ils entraient dans la salle, ayant présenté leur mandat au contrôle.

— Oui, pour Mitiaï, l'histoire se répète au même endroit.

On leur fit «chut». Ils durent occuper les places les plus proches : la séance du soir de la conférence était déjà commencée. Une silhouette féminine se dessinait à la tribune.

— Nous arrivons juste au bon moment. Reste tranquille et écoute ce que va dire la petite femme, chuchota Pankratov, poussant son ami du coude.

— ...Il est vrai que la discussion nous a pris beaucoup de temps, mais la jeunesse qui y a participé a beaucoup appris. Nous constatons avec une grande satisfaction que, dans notre organisation, les partisans de Trotski ont été complètement battus. Ils ne peuvent pas se plaindre de ne pas avoir été en mesure de s'exprimer, d'exposer complètement leur point de vue. Non, au contraire : la liberté d'action que nous avons

accordée, ils s'en sont servi pour violer grossièrement la discipline du Parti.

Talia était émue. Une mèche de cheveux tombait sur son visage et la gênait pour parler. Elle rejeta brusquement la tête en arrière.

— Nous avons entendu ici de nombreux camarades, délégués d'arrondissement, qui nous ont parlé des méthodes utilisées par les trotskistes. Ceux-ci sont représentés à cette conférence en nombre assez considérable. Les arrondissements leur ont délivré des mandats en connaissance de cause, pour pouvoir leur donner le moyen de se faire entendre ici, à la conférence du Parti de la ville de Kiev. Ce n'est pas notre faute s'ils n'interviennent pas beaucoup. Leur défaite dans les arrondissements et dans les cellules n'est pas restée sans effet. Il leur est difficile de monter à cette tribune et de répéter ce qu'ils disaient hier.

Du coin droit de l'orchestre, une voix brutale lança :

— Nous le dirons encore !

— Eh bien, Doubava, viens et expose ce que tu as à dire, nous t'écouterons, proposait-elle.

Doubava posa sur elle un regard lourd, ses lèvres se crispèrent.

— Nous le dirons quand le moment sera venu ! cria-t-il, et il se souvint aussitôt de sa grave défaite de la veille dans son propre arrondissement, où il était pourtant bien connu.

Un murmure indigné parcourut la salle. Pankratov ne put se contenir.

— Alors quoi ! Vous voulez secouer le Parti comme un prunier, une fois de plus ?

Doubava reconnut sa voix, mais ne se retourna même pas. Il se mordit seulement les lèvres et baissa la tête.

(à suivre)

Après l'assassinat de Moro

ITALIE LES «DEUX EPOQUES» DU TERRORISME

PCF : LA MISE AU PAS EST EN MARCHÉ

Le silence feutré dans lequel se cantonnait la direction du PCF confrontée au développement des critiques des oppositionnels vient de prendre fin. Jusqu'à présent, la direction du PCF essayait de minimiser l'ampleur des contestations et de développer une contre-argumentation implicite, sans jamais nommer les oppositionnels auxquels elle répondait ainsi. Le parti était censé être unanime.

Mais aujourd'hui, la mise au pas des oppositionnels est en marche. L'Humanité de jeudi publie un communiqué du Bureau politique et un article de R. Andrieu censé mettre les choses au point : «Le Bureau politique attire enfin l'attention sur le fait que quelques membres du parti s'arrogent, au mépris des statuts, le droit — qui appartient au Congrès et à lui seul, de modifier la règle fondamentale de fonctionnement du parti. Utilisant les moyens d'expression que leur fournissent complaisamment la droite et le Parti socialiste, ils mettent en cause la politique du Parti, l'analyse et les décisions du Comité central, les organismes de direction du Parti et ceux qui les composent en ne reculant pas devant la déformation, l'attaque personnelle, au point qu'il devient difficile parfois de distinguer leurs propos de ceux que tiennent, contre le parti, ses adversaires.

Un tel comportement est injustifié et injustifiable. Il tend à dévoyer la vie démocratique du parti, la réflexion, la discussion et la décision collectives qui le caractérisent, à replier le parti pour une longue période sur un débat interne, à lui faire désertier les terrains de l'action contre la politique du pouvoir, à nourrir une vaste entreprise visant à affaiblir le Parti communiste

pour créer les conditions d'une participation du PS à la mise en œuvre de la politique du capital, autant il est souhaitable que la discussion se poursuive tranquillement dans les organisations du parti dans le même temps où elles font face à leurs tâches, autant il est impensable que des activités mettant en cause la politique et les règles de la vie du parti se développent sans entraîner la riposte politique qui s'impose.»

Quant à l'article d'Andrieu, il prétend répondre aux propos de Frémontier que nous avons commenté dans nos précédentes éditions : il conclut en réclamant la démission de Frémontier : «Même en y regardant de près, on ne voit pas sur quoi il est d'accord. S'il continuait à penser que nous sommes aussi grossièrement trompés sur tout, c'est peut-être qu'il se serait lui-même beaucoup plus modestement trompé de parti.»

Ainsi, la direction a fait son choix. D'abord laisser les critiques s'exprimer, pour identifier les oppositionnels les plus virulents, puis réprimer par la «riposte politique qui s'impose». Qu'importe que Marchais ait dit qu'il n'y avait pas d'exclusion ! L'essentiel pour la direction du PCF est d'isoler les oppositionnels en caricaturant leurs positions, d'étouffer le débat en provoquant un réflexe de secte : ne pas faire le jeu du PS, ne pas discuter à tort et à travers, c'est l'action qu'il faut organiser.

Porter le débat sans sectarisme en direction des militants de base du PCF, en montrant comment toutes les critiques sont finalement étouffées, en posant le problème du projet du PCF, est une tâche particulièrement importante dans la période.

C'est en 1969 en effet qu'une vague d'attentats fascistes secoue l'Italie, pour la première fois depuis la guerre. Ils font partie de la réaction de la bourgeoisie en place aux grandes luttes ouvrières de 69, au début de ce qui sera baptisé le «mai rampant». Ces actes terroristes sont attribués à la gauche et l'extrême gauche par la démocratie chrétienne, qui veut ainsi s'en servir de prétexte pour une intense répression du mouvement ouvrier : pas moins de 10 000 syndicalistes, militants de la base seront dénoncés comme «suspects». De nombreuses manifestations vont alors être organisées contre le terrorisme néo-fasciste, qui alimente une «stratégie de la tension» pour mieux justifier les coups contre les travailleurs.

AVEC LA MAFIA ET L'OTAN

Il est aujourd'hui établi que ce terrorisme «noir», qui commence avec l'attentat à la bombe au centre de Milan, le 16 décembre 69 (16 morts et 100 blessés) et qui semble perdre en importance après l'attentat contre le train Italicus, en août 74 (12 morts), a été accompli avec l'aide de la Mafia, la complicité des services spéciaux italiens et étrangers, et de plusieurs secteurs de l'armée. Des complicités particulières

Les «Brigades rouges» sont en quelque sorte la deuxième «époque» du terrorisme en Italie.

La première, c'est celle qui couvre la période de 69 à 74 et qui correspond à ce qu'on a appelé le terrorisme «noir» parce que ses origines d'extrême-droite, ses liens avec les organisations fascistes sont clairement établis.

La deuxième époque, c'est celle qui va de 74 à l'enlèvement et l'assassinat d'Aldo Moro.

ont probablement existé au niveau du commandement de certains corps d'armée (chars, parachutistes, groupes d'élite de la marine et de l'armée de l'air), avec l'appui de la CIA et de milieux de l'OTAN. La Démocratie Chrétienne y était directement impliquée, notamment à travers les services secrets de l'armée, le CID, dont les responsables qui devaient passer en procès voici maintenant près de 10 ans, ne sont toujours pas inquiétés.

DE SOSSI A ALDO MORO

Le terrorisme des Brigades Rouges se manifeste pour la première fois de façon spectaculaire avec l'enlèvement, le 21 avril 74, du Juge Mario Sossi qui sera finalement relâché au bout de 35 jours, après une parodie de «procès du peuple». Les Brigades Rouges créées en 1970 par Renato Curcio, âgé alors de 27 ans, ont depuis 1974 multiplié les agressions et les enlèvements contre les milieux patronaux ou l'encadrement dans les usines, contre le personnel de la

magistrature, de la police, contre les directions de grands quotidiens, contre des cadres de la Démocratie Chrétienne. Les Brigades Rouges, concentrées dans le Nord de l'Italie, ont revendiqué en 4 ans plus de 1 000 attentats, tandis que les N.A.P. («Noyaux armés prolétariens»), assez proches, et moins importants, opéraient plus au Sud de l'Italie.

PARMI LES HYPOTHESES

Il semblerait selon diverses sources, cela est au conditionnel, que plusieurs membres ou responsables des Brigades Rouges soient issus à l'origine, de groupes qui professaient notamment que la démocratie bourgeoise n'est «pas favorable à la lutte des classes» et qu'il vaut mieux le fascisme «qui montre la bourgeoisie à visage découvert». Par ailleurs, autre hypothèse, alors que les organisations terroristes néo-fascistes recrutaient surtout dans les quartiers résidentiels bourgeois, les Brigades Rouges, elles, auraient recruté dans certains milieux ou-

vriers et étudiants marginalisés par la crise. Au-delà de ces hypothèses, la question se pose : de qui les Brigades Rouges sont les instruments ? Certains, comme Maria Antonietta Macciocchi, ont avancé l'idée de liens avec les pays révisionnistes, en mettant en avant la «formation politico-militaire» qu'auraient reçus certains «B.R.», notamment en Tchécoslovaquie. Pour Macciocchi, le profit que pourrait tirer le PCI d'une telle situation, alors qu'il est devenu directement partie prenante de la direction des affaires italiennes, irait à l'appui de cette thèse. Mais la complicité que pourraient accorder certains secteurs de l'appareil d'Etat italien, tenus en mains par l'aile la plus fascisante de la Démocratie Chrétienne, est aussi une hypothèse crédible. La parfaite inefficacité de la police dans la recherche des ravisseurs de Moro alimente d'ailleurs une telle hypothèse.

Au-delà de tous ces points d'interrogation, il y a en tout cas une certitude : depuis 69, tous les actes terroristes, quelle que soit l'étiquette de leurs auteurs, ont été mis à profit par la bourgeoisie pour renforcer l'appareil d'Etat ; tous apparaissent clairement comme des activités provocatrices, toujours dirigées contre les intérêts des travailleurs et leur volonté de lutte.

DC, PCI CONTRE LES MASSES

Tous les courants de l'extrême gauche italienne sont d'accord sur un point, le crime de Moro est un crime contre les masses. C'est elles qui paieront après avoir, selon l'image de Lotta Continua, subi «une guerre qui se menait uniquement contre elles». Que ce crime serve à interdire l'expression des aspirations de masses était vu dès mardi.

Si les manifestations de mardi après-midi ont été moins massives que celles qui avaient suivi l'enlèvement, la Démocratie Chrétienne et les dirigeants du PCI semblaient avoir élevé d'un cran l'hystérie. A Rome, les permanents syndicaux chargeaient le cortège de la garde syndicale qui avait déployé une banderolette : «Contre le terrorisme des Brigades Rouges et de l'Etat». Le cortège de la Démocratie Chrétienne chargeait le cortège de Democrazia Proletaria en criant : «Assassins, assassins». L'un des mots d'ordre de la «base» DC était «Mort aux Rouges». Le plus repris ! Le PCI poursuit sa su-

renchère sur la DC dans cette violente attaque contre les masses en publiant un communiqué : «Il faut que les corps préposés à la sécurité de l'Etat et des citoyens soient aidés et soutenus dans l'accomplissement de leur devoir pour remettre à la justice les assassins et ceux qui les défendent, où qu'ils se nichent. Dans cette tâche, ils seront aidés et soutenus totalement par les masses travailleuses et toute la population.»

Des obsèques nationales sont prévues pour samedi. Les obsèques privées du président de la Démocratie Chrétienne ont eu lieu mercredi soir en présence seulement de la famille. Ces préparatifs en cachent d'autres. Avant de démissionner, le ministre de l'Intérieur Cossiga a donné l'ordre de déclencher «l'opération N° 3», c'est-à-dire le renforcement des mesures de sécurité qui autorise la police à perquisitionner, à arrêter sans mandat, sous prétexte de retrouver les tueurs. Cette politique de répression

massive n'a pas inquiété un instant les Brigades Rouges pendant 55 jours par contre, elle a constitué le début d'une répression de grande ampleur contre

l'opposition des mouvements d'extrême gauche, la gauche syndicale avec l'appui et la collaboration du PCI.

Quelques réactions dans l'extrême gauche italienne UN CRIME CONTRE LES MASSES

LOTTA CONTINUA

«Aujourd'hui tous ceux qui sincèrement et à visage découvert luttent pour la démocratie et pour changer en mieux soi-même et la société ont subi une défaite... Il est évident que l'un des objectifs des Brigades Rouges est de détruire toute possibilité pour les masses de prendre la parole, d'intervenir, d'imposer leur propre légalité.»

DEMOCRAZIA PROLETARIA

«L'infâme assassinat de Moro a été accompli... Il s'agit en outre d'un attentat contre le prolétariat et le peuple italien pour nier ses aspirations et paralyser ses luttes.»

AUTONOMIE OUVRIERE

«Par cet acte, les Brigades Rouges se situent désormais en dehors de la révolution communiste.»

Affaire Mesrine : Peyrefitte fait rire les députés

Peyrefitte, le garde des Sceaux, a annoncé mercredi que des mesures allaient être prises après l'évasion de Mesrine. Sanctions, mais surtout renforcement de la surveillance des détenus. Le problème, c'est que pour Mesrine les complicités sont évidentes, et sans doute à un haut niveau. D'autant qu'il est à peu près certain que les policiers canadiens avaient prévenu la police française de ce projet d'évasion !

Si Peyrefitte a fait rire l'Assemblée dans l'après-midi en posant une série de questions stupides, comme : «Est-il normal que cinq revolvers, une fusée de détresse et d'autres objets aient pu être dissimulés dans une cachette du parloir des avocats ?», ou en affirmant que le nombre des évasions avait diminué depuis 75, les mesures répressives qu'il prépare à la fois dans les prisons (Quartiers de Haute Sécurité) et contre les avocats sont à prendre au sérieux.